

Formation EMPLOI, REVENUS

Programme statistique 2003

	page
INSEE	
- Département Emploi et revenus d'activité	3
- Section Synthèse et conjoncture de l'emploi	3
- Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	7
- Division Emploi	11
- Division Salaires et revenus d'activité	14
- Département Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages	17
- Division Revenus et patrimoines des ménages	17
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITÉ	
- DARES	21
- Sous-direction « Emploi et marché du travail »	21
- Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle »	25
- Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles »	28
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE	
- Direction de la programmation et du développement	33
- Sous-direction des études statistiques - SDES	33
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE	
- Direction générale de la Comptabilité publique	35
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
- DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation	37
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE SUR LES QUALIFICATIONS	
- CEREQ - Département entrées dans la vie active	39
CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI (CEE)	43
AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)	47
CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	
- Observatoire de l'emploi territorial	51
Extraits de programmes statistiques présentés à d'autres formations	53
Récapitulation des travaux prévus au moyen terme 1999-2003	75

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales
Département Emploi et revenus d'activité
Section Synthèse et conjoncture de l'emploi

1. Exposé de synthèse

L'achèvement de certains investissements (enquête Emploi en continu) et l'amélioration de la qualité des sources administratives (DADS, Epure, ...) déboucheront en 2003 sur de nombreux changements méthodologiques, aussi bien dans le domaine de la conjoncture de l'emploi que du chômage.

En ce qui concerne le chômage, les résultats de l'enquête Emploi en continu, (première publication en moyenne annuelle début 2003) seront désormais utilisés pour les estimations mensuelles de chômage au sens du BIT. Parallèlement, l'utilisation du Fichier Historique de l'ANPE constituera une source centrale dans le domaine des études sur le chômage.

En outre, un nouveau système de publications conjoncturelles sur l'emploi sera opérationnel en 2003, suite à l'articulation des estimations trimestrielles d'emploi et des résultats de l'enquête Emploi en continu. L'intégration des données issues d'Epure dans les estimations trimestrielles d'emploi sera de plus en plus importante, ce qui préparera la transition vers Estel, dont le projet a été relancé à l'automne 2001.

2. Travaux nouveaux pour 2003

2.1 Enquêtes nouvelles

Sans objet.

2.2 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

- En ce qui concerne le chômage, les résultats de l'enquête Emploi en continu, (première publication en moyenne annuelle mi 2003) seront utilisés à partir de 2003 pour les estimations mensuelles de chômage au sens du BIT. La méthodologie de ces estimations mensuelles sera donc remaniée, sachant que ces dernières resteront établies en fin de mois.

- Dans le cadre du système actuel d'estimations trimestrielles d'emploi salarié, la section sera en mesure d'accroître encore l'utilisation des résultats nationaux issus d'Epure, dont la qualité aura encore progressé : après avoir été limitée à un seul secteur d'activité en 2000 et 2001, cette utilisation est effective dans trois secteurs (au niveau NES16) en 2002.

- L'articulation des estimations trimestrielles d'emploi et des résultats de l'enquête Emploi en continu conduira, à partir de 2003, à la mise en place d'un nouveau système de publications conjoncturelles sur l'emploi. Le champ des estimations trimestrielles d'emploi salarié, actuellement limité aux secteurs essentiellement concurrentiels, pourrait ainsi être étendu aux salariés de l'agriculture et du tertiaire essentiellement non marchand (administration, éducation, santé et action sociale), ainsi qu'aux non salariés.

- Le projet Estel (Estimations d'Emploi Localisées) a été relancé à l'automne 2001, avec des objectifs redéfinis, et sous la maîtrise d'ouvrage de la section. Il tirera parti de l'amélioration de la qualité des sources (URSSAF-Epure, DADS, MSA, comptes ETI des URSSAF, ...), notamment sous l'aspect de la localisation des emplois. L'achèvement du projet Estel est prévu en 2006-2007, ce qui conduira alors à modifier radicalement la méthodologie d'estimations annuelles et trimestrielles, d'une façon qui devrait incorporer les résultats issus du Recensement Rénové de la Population, aux niveaux national et sans doute régional.

- Dans l'attente de la réalisation du projet Estel, des solutions intermédiaires seront mises en œuvre en 2003, sous la maîtrise d'ouvrage du DAR, en collaboration avec le DERA, pour les estimations annuelles infra-départementales dans un premier temps, puis éventuellement pour les estimations régionales infra-annuelles, deux domaines non couverts par le dispositif actuel.

3. Opérations répétitives

3.1 Estimations mensuelles du chômage au sens du BIT

- jusqu'à la publication des premiers résultats de l'enquête Emploi en continu début 2003, selon le modèle mis en place en novembre 2001 et réestimé en 2002 ;
 - à partir de la publication des premiers résultats de l'enquête Emploi en continu, selon un nouveau modèle en cours d'élaboration.

3.2 Estimations d'emploi :

- **mensuelles**, au niveau national, dans les établissements de 50 salariés et plus, pour l'industrie et l'ensemble du champ de l'emploi salarié (hors intérim) ;

- **trimestrielles**, au niveau national, sur le champ de l'emploi salarié hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale (au niveau NES36 depuis juin 2000), avec réropolation de la série à partir du 31.12.1989 (publication en mars 2002) et publication d'une série d'emploi intérimaire ;

- **trimestrielles**, au niveau national, sur le champ de l'emploi non salarié et de l'emploi salarié dans les secteurs de l'agriculture et du tertiaire essentiellement non marchand (administration, éducation, santé et action sociale) ;

- **annuelles**, au niveau régional et départemental (y compris pour les départements d'outre-mer), sur l'ensemble du champ (emploi total), avec réropolation des séries à partir du 31.12.1989 (publication au premier semestre 2002).

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

La section, déjà très impliquée dans la satisfaction des besoins des acteurs locaux, poursuivra le développement de son activité dans cette direction.

Le projet Estel (Estimations d'Emploi Localisées) a été relancé à l'automne 2001, afin de tirer parti de l'amélioration de la qualité des sources. L'achèvement de ce projet est prévu en 2006-2007, ce qui conduira alors à modifier radicalement la méthodologie d'estimations annuelles et trimestrielles, d'une façon qui incorporera les résultats issus du RRP. La satisfaction des besoins locaux (estimations annuelles et infra-annuelles au niveau local) constitue un axe essentiel du projet.

Dans l'attente de la réalisation du projet Estel, des solutions intermédiaires seront mises en œuvre en 2003, sous la maîtrise d'ouvrage du DAR, en collaboration avec le DERA, pour les estimations annuelles infra-départementales dans un premier temps, puis éventuellement pour les estimations régionales infra-annuelles, afin d'étendre le domaine couvert par le dispositif actuel et d'accroître la satisfaction des utilisateurs locaux.

Enfin, l'utilisation du Fichier Historique de l'ANPE constituera une source centrale dans le domaine des

études sur le chômage, tout particulièrement au niveau local.

5.2 Aspects « environnement »

Sans objet.

5.3 Aspects européens

L'articulation des estimations trimestrielles d'emploi et des résultats de l'enquête Emploi en continu pourrait conduire en 2003 à étendre le champ des estimations trimestrielles d'emploi salarié, actuellement limité aux secteurs essentiellement concurrentiels, aux salariés de l'agriculture et du tertiaire essentiellement non marchand (administration, éducation, santé et action sociale), ainsi qu'aux non salariés. Cette avancée contribuerait à une meilleure satisfaction des besoins européens, notamment en matière de tableau de bord de la Zone Euro et de règlement sur les indicateurs court-terme.

6. Liste des publications

INSEE Première

- Il vaut mieux être embauché le 1^{er} du mois, n° 806, septembre 2001
- De mars 1997 à mars 2001, une participation accrue des moins de 30 ans à l'emploi, n° 821, janvier 2002
- Projections de population active 2001-2050, à paraître en mars 2002

France portrait social

- Hausse de l'emploi et recul du chômage historiques en 2000 - édition 2001-2002, octobre 2001

Economie et Statistique

- Projections de population active 2001-2050, à paraître en 2002
- Diplômes et marché du travail, n° 354 à paraître en octobre 2002
- Deux approches de la population active, à paraître en 2003

INSEE-Résultats sous la forme de CD-ROM

- Séries longues du marché du travail, édition 2000, mars 2001
- L'emploi départemental et sectoriel en 1999, n° 176, juillet 2001
- L'emploi départemental et sectoriel de 1989 à 2000, à paraître au premier semestre 2002
- Projections de population active 2002-2050, à paraître début 2003

Notes de conjoncture

- Fiches emploi et chômage des notes de conjoncture de l'INSEE :
mars 2001, juin 2001, décembre 2001,
mars 2002, juin 2002 et décembre 2002; à paraître.

Informations Rapides

- Evolution de l'emploi salarié au nième trimestre, trimestriel (résultats provisoires et révisés)
- Chômage au sens du BIT, mensuel
- Evolution de l'emploi salarié dans les établissements de 50 salariés et plus, mensuel

Document de travail INSEE

- Une méthode d'estimation mensuelle du chômage au sens du BIT différenciée par sexe et âge, novembre 2001

Données sociales

- Les performances du marché du travail au tournant du XXIème siècle, à paraître fin 2002

France portrait social

- Ralentissement de l'emploi et progression du chômage en 2001, à paraître fin octobre 2002

Regards sur l'actualité - La Documentation Française

- Qui bénéficie de la baisse du chômage ?, n° 269, mars 2001

Notes Bleues de Bercy

- Taux de chômage dans les pays de l'OCDE : limites des indicateurs usuels, n° 220, décembre 2001.

Séminaires du CEREQ (9èmes journées d'études)

- Les déterminants des réussites professionnelles, *Documents* n° 164, mai 2002

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Le programme statistique proposé pour 2003 s'inscrit totalement dans le cadre du programme statistique à moyen terme 1999-2003. Il prend en compte l'achèvement de certains investissements (Enquête Emploi continue), la relance du projet ESTEL effectuée à l'automne 2001 et l'amélioration de la qualité de plusieurs sources administratives (DADS, EPURE).

La relance du projet ESTEL reste néanmoins tributaire du degré de maîtrise de la qualité d'autres sources (Mutualité Sociale Agricole, ETI - employeurs et travailleurs indépendants) de l'ACOSS. Pour la source ETI, il faut souligner la mise en place à la direction régionale d'Auvergne d'un pôle de compétence chargé de mener à bien l'expertise et l'exploitation nationale des données, aussi bien en matière d'emploi que de revenus, suite à la collaboration menée avec l'URSSAF de Clermont-Ferrand, la division Salaires et Revenus d'Activité et la section Synthèse et Conjoncture de l'Emploi.

Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus (EFA)

1. Exposé de synthèse

Les sources administratives connaissent une utilisation sans cesse croissante en statistique. Aussi l'INSEE a-t-il entrepris de rénover les différentes exploitations qui en sont faites dans le domaine de l'emploi et des salaires. De nouvelles chaînes informatiques de production et une meilleure organisation du travail des agents doivent permettre d'améliorer les délais et la qualité des données, tout particulièrement aux niveaux géographiques les plus fins. Des outils de diffusion plus conviviaux doivent faciliter l'accès des différents utilisateurs aux données.

Ces principes ont présidé aux rénovations déjà achevées de l'exploitation des DMMO, de l'enquête sur les personnels des collectivités locales, à celles des DADS, qui sera opérationnelle en 2003 (production) et 2004 (diffusion), et de l'application Epure qui débutera courant 2003.

Dans le cadre de la relance du projet Estel d'estimations d'emploi localisées, plusieurs projets d'exploitation de nouvelles sources administratives sont lancés : données des URSSAF relatives aux non salariés, fichiers de la mutualité sociale agricole (MSA) et des employés de maison.

Compte tenu de la forte demande de localisation des établissements et des salariés, toutes les sources administratives font successivement l'objet d'investissements, dans le cadre des rénovations ci-dessus ou de travaux d'évolution plus légers, de façon qu'elles puissent fournir une information de meilleure qualité aux niveaux géographiques fins. Ces travaux sont progressivement repris par le projet de connaissance locale de l'appareil productif (CLAP).

En ce qui concerne le système d'information des agents des services publics, l'INSEE continuera à développer ses analyses sur le domaine et participera aux travaux de l'Observatoire de l'emploi public. A terme, une mission d'audit du mode de production et de mise à disposition des données correspondantes sera menée afin de tracer les grandes lignes d'évolution future de ce système selon les orientations du programme moyen terme 1999-2003.

2. Travaux nouveaux pour 2003

2.1 Enquêtes nouvelles

Néant.

2.2 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

DADS : La refonte de l'exploitation des DADS vise à produire des résultats de meilleure qualité, grâce à une rationalisation le processus de production et de diffusion actuel. Début 2003, une nouvelle application de contrôle-apurement des déclarations de l'année 2002 sera ouverte et début 2004 les résultats correspondants seront diffusés.

URSSAF : Une refonte de l'application Epure de traitement des bordereaux de cotisations URSSAF débutera à la mi 2003. Cette première année sera consacrée à l'expression des besoins et à des travaux d'analyse statistique visant à mettre au point un outil permettant de mieux suivre la qualité des données.

Estel-autres sources administratives : Dans le cadre du projet Estel, tous les secteurs non couverts actuellement par les sources administratives font l'objet d'investigations. L'INSEE établira début 2003 un rapport sur les possibilités d'exploiter les fichiers de la mutuelle sociale agricole (MSA), en complément de la source Epure-URSSAF qui ne concerne que les salariés des établissements affiliés au régime général. L'INSEE poursuivra également le projet d'exploitation des données relatives aux non salariés des URSSAF, le rapport de mission de la direction de l'INSEE en Auvergne faisant état de résultats très positifs. Les sources relatives aux employés de maison feront l'objet d'une expertise en collaboration avec l'ACOSS (données sur les chèques « services ») et l'IRCEM (caisse de retraite).

SIASP : Après la mise en place de la nouvelle enquête sur les collectivités locales, il conviendra, d'un côté, de continuer à faire évoluer le système d'information sur les agents de l'Etat. Ces évolutions devront permettre une plus grande cohérence dans le suivi des trois fonctions publiques, conformément au rapport du CNIS sur ce thème. De l'autre, des travaux d'analyse seront poursuivis sur le secteur public et l'INSEE continuera à participer de façon active aux travaux de l'Observatoire de l'emploi public.

3. Opérations répétitives

DMMO : Exploitation MES-INSEE des déclarations mensuelles de mouvement de main-d'œuvre des établissements de plus de 50 salariés (évolution mensuelle de l'emploi, entrées et sorties). Sa rénovation s'est déjà traduite depuis l'année 2001, par une réduction des délais de publication (un « Info-rapides » trimestriel quatre mois après la fin du trimestre) et des données de meilleure qualité. Des difficultés sont apparues dans la mise en place d'un outil d'accès aux données pour les agents de l'INSEE et du MES. L'objectif est de disposer dans les meilleurs délais d'une version « réduite » de cette application informatique et d'engager une expertise de sa version « complète ».

URSSAF : Exploitation des BRC-URSSAF (Epure) : évolution trimestrielle de l'emploi et des masses salariales. L'année 2002 sera notamment consacrée à la généralisation de l'adhésion des directions régionales de l'INSEE à l'application Epure. L'amélioration de la qualité des résultats, sensible depuis 1999, sera poursuivie notamment grâce à la mise en place à mi-2001 d'un contrôle sur agrégats, permettant de renforcer les vérifications sur les plus fortes évolutions d'emploi au sein des secteurs des différentes régions.

DADS : Exploitation annuelle des déclarations des employeurs. Données sur l'emploi et les rémunérations aux différents échelons géographiques, couvrant de façon exhaustive tous les secteurs, sauf l'agriculture, les services domestiques et la fonction publique d'Etat. Début 2002, les résultats des DADS 2000 ont été diffusés. A l'automne 2002, une estimation avancée des salaires (niveaux et évolutions) de l'année 2001 sera disponible.

ESE - DADS : enquête structure des emplois ventilant ceux-ci par sexe et profession. L'ESE a été supprimée en 1999 et intégrée à la DADS. Après des travaux de rapprochement des deux sources réalisés à compter de septembre 2002, les résultats de l'ESE seront établis à partir des DADS.

Collectivités locales : Une nouvelle application de traitement de l'enquête sur les effectifs des collectivités locales a été déployée au sein de l'INSEE au début 2002. Les utilisateurs devraient disposer, début 2003, de données mieux contrôlées et localisées.

SIASP : Traitement des fichiers de paye de la Comptabilité Publique et de la Défense, de l'enquête complémentaire biennale (sur les années paires) et des DADS du champ public.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant pour 2003.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Toutes les sources administratives sur l'emploi et les rémunérations font successivement l'objet d'investissements pour obtenir des données mieux localisées. Ces travaux sont progressivement repris par le projet de connaissance locale de l'appareil productif (CLAP).

DADS : Les travaux de dégroupement des DADS (réaffectation de salariés à leur bon établissement de travail, dans le cas de déclarations regroupées pour plusieurs établissements de la même entreprise) seront poursuivis en 2002 puis repris par le projet CLAP en 2003.

Epure-URSSAF : En 2002 et 2003, ce même problème du regroupement sera analysé dans Epure, l'objectif étant d'améliorer la qualité de l'information au niveau géographique fin à partir des années 2003 et suivantes.

Collectivités locales : L'enquête sur les effectifs au 31 décembre 2001, lancée début 2002, a été complétée d'un volet adressé aux 4 000 plus gros organismes leur demandant de ventiler leurs emplois par commune.

SIASP-Etat : En 2002, toutes les directions régionales de l'INSEE achèveront l'opération de localisation de l'emploi public, consistant à introduire les SIRET d'affectation des agents de l'Etat dans les fichiers de paye de la Comptabilité publique. Des travaux, plus légers, de mise à jour sont ensuite menés chaque année pour mettre à jour les informations.

5.2 Aspects « environnement »

Néant.

5.3 Aspects européens

Les réponses aux demandes d'Eurostat concernant les statistiques annuelles de salaires (gains annuels bruts moyens par catégorie socioprofessionnelle) sont établies à partir des **DADS** depuis fin 1999.

La fourniture trimestrielle à Eurostat de l'évolution des masses salariales par secteur d'activité, en réponse au règlement sur les statistiques conjoncturelles, est assurée à partir des bordereaux **URSSAF** depuis 2001. L'exploitation URSSAF devrait aussi à terme intervenir dans la construction de l'indice de coût moyen du travail demandé par la Banque Centrale Européenne.

6. Liste des publications

DMMO :

INSEE-Résultats annuel sur les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de plus de 50 salariés. Données 1999 : emploi-revenus n° 171 décembre 2000. Données 2000 : à paraître courant 2002

Informations-rapides trimestriels sur les mouvements de main-d'œuvre : 1^{er} numéro paru en avril 2001

INSEE-Première : les mouvements de main-d'œuvre de 1990 à 2000, à paraître fin 2002

ESE :

INSEE-Résultats annuel sur la structure des emplois dans les établissements de plus de 20 salariés. Données au 31.12.1997 : emploi-revenu n° 173, décembre 2000. Données au 31.12.1998 : les dossiers de la DARES n° 2 / 2001

DADS :

INSEE-Résultats sur les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1999, Emploi-revenus n° 179-180, juillet 2001

INSEE-Première sur les salaires 1999 n° 778 mai 2001 (résultats définitifs).

INSEE-Première sur les salaires dans les collectivités locales en 1999, n° 811 octobre 2001

INSEE-Première sur les salaires 2000, n° 833 mars 2002

Economie et Statistique Les différences de carrières salariales à partir du premier emploi, n° 351 2002

Projet d'article sur la « mobilité intersectorielle » à paraître dans *Économie et statistique* courant 2002

SIASP-Etat :

INSEE-Résultats sur les agents de l'État au 31 décembre 1998, Emploi-revenus n° 174-175, mai 2001

INSEE-Résultats sur les salaires des agents de l'État en 1998, Emploi-revenus n° 181-182, septembre 2001

INSEE-Première sur les effectifs des agents de l'État (évolution 1990-2000), n° 865 août 2002.

Collectivités territoriales :

INSEE-Première sur l'emploi dans les collectivités territoriales au 31.12.98, n° 774 mai 2001

INSEE-Première sur l'emploi dans les collectivités territoriales au 31.12.99 et 2000 en 2003

INSEE-Résultats sur les effectifs en 1997-98-99, Société n°1 janvier 2002

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Le programme statistique proposé pour 2003 s'inscrit dans le cadre du programme statistique moyen terme 1999-2003, étant donnée l'importance des opérations de rénovation engagées, dont les délais de réalisation s'étalent sur plusieurs années. On notera surtout les projets d'exploitations de nouvelles sources administratives (MSA, non salariés, emplois domestiques), dans le cadre du projet Estel, dont la relance a été décidée en 2001 et le lancement de la refonte de l'application Epure.

Division Emploi

1. Exposé de synthèse

Après son démarrage au 1er juillet 2001, l'année 2002 a été la première année complète de collecte de l'**enquête Emploi en continu**, sur un échantillon de taille définitive. Les données structurelles feront l'objet d'une publication sur cette première année complète d'enquête en continu, en principe début 2003, dès que les retards de codification seront résorbés. En ce qui concerne les données conjoncturelles, il faudra attendre qu'une désaisonnalisation soit possible avant de les diffuser en régime courant, donc pas avant le deuxième trimestre 2003.

Le régime des **enquêtes complémentaires** attachées à l'enquête en continu est en cours de définition. En 2003, il n'y aura pas d'enquête complémentaire. Cependant l'enquête en continu intégrera, pour tous les logements du sixième sortant, d'un module ad-hoc européen sur la formation tout au long de la vie (life long learning). Le module ad-hoc s'apparente à une enquête complémentaire très courte.

La sixième édition de l'enquête **Formation Qualification Professionnelle (FQP)** devrait être réalisée au second trimestre de 2003. Le projet a débuté au cours de l'année 2001. Le dossier d'expression des besoins a été soumis au Comité des Investissements de l'Insee à l'automne 2001. Cinq partenaires financeront la collecte de l'enquête, à hauteur de presque moitié du coût total de collecte. Le projet de questionnaire, très largement comparable à celui des éditions précédentes, et rendant mieux compte des mobilités professionnelles et de leurs déterminants, a été testé en juillet 2002. Un second et dernier test aura lieu en novembre. L'enquête FQP pourrait être suivie fin 2003 d'un complément Information et vie quotidienne (IVQ).

Parmi les systèmes statistiques de synthèse construits à partir de l'enquête emploi, les **Bilans Formation-emploi**, réalisés en partenariat, principalement avec le CEREQ, la DPD et maintenant la DARES, occupent une place privilégiée. Suite à la réflexion menée sur la poursuite de leur réalisation annuelle, à la fois sous l'angle de l'opportunité, du partage des tâches entre les différents partenaires, des moyens humains disponibles et des investigations méthodologiques nécessaires en 2001, il a été décidé de publier un bilan en 2003 sous forme d'un numéro spécial d'*Economie et Statistique* incorporant 5 à 8 articles.

2. Travaux nouveaux pour 2003

Il n'y aura pas d'enquête complémentaire à l'enquête Emploi en continu. Cependant, le **module ad-hoc européen** portant sur la formation tout au long de la vie sera réalisé. Il s'agit d'une courte enquête, comportant 15 à 20 questions, exceptionnellement intégrée à l'enquête Emploi. Elle ne concerne que les personnes interrogées pour la dernière fois dans l'enquête principale. Pour des raisons de cohérence avec le questionnaire de l'enquête Emploi en continu, la partie « formation » de l'enquête Emploi est repoussée en fin de questionnaire pour s'enchaîner avec le début du questionnaire du module ad-hoc.

La mise au point définitive de la **nouvelle nomenclature PCS**, dite PCS 2002, s'est achevée en janvier 2002. Le développement des outils nécessaires à sa diffusion et à sa mise en œuvre dans les enquêtes a commencé immédiatement après. La nouvelle nomenclature devrait être utilisée dans l'enquête Emploi en continu dès le début 2003, puis introduite dans les sources administratives début 2004.

La sixième édition de l'enquête **Formation Qualification Professionnelle (FQP)** aura lieu au second trimestre de 2003. Le projet a débuté au cours de l'année 2001, avec le dépôt du dossier d'expression

des besoins au Comité des Investissements de l'Insee à l'automne. Cinq partenaires financeront la collecte de l'enquête, à hauteur de presque moitié du coût total de collecte. Le projet de questionnaire, très largement comparable à celui des éditions précédentes, et rendant mieux compte des mobilités professionnelles et de leurs déterminants, a été testé en juillet 2002. Un second et dernier test aura lieu en novembre. Les codifications de profession et d'activité économique sont programmées au quatrième trimestre, en sorte qu'un fichier soit disponible début 2003, en priorité pour les financeurs.

L'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) fait suite à l'enquête internationale IALS menée par l'OCDE en 1994. Celle-ci portait sur la littératie et sur la numératie des adultes (compréhension de textes suivis et/ou quantitatifs). La France avait contesté les principes méthodologiques de collecte et d'exploitation de IALS et avait finalement décidé de s'en retirer. Toutefois, l'appareil statistique français désirent investir dans le domaine de la mesure des compétences des adultes, un groupe réunissant l'INSEE, la Direction de la programmation et du Développement (Ministère de l'Éducation Nationale) et des chercheurs de l'INED et de l'INETOP (Institut National d'Étude du Travail et d'Orientation Professionnelle) a été créé. Ce groupe a élaboré une enquête essayant d'apporter une réponse aux critiques qui avaient été formulées. Après un test très encourageant, une enquête méthodologique a eu lieu en novembre 2002. Elle portait sur 3 000 personnes environ et concernait la littératie et la numératie. On envisage de réaliser une enquête IVQ de plus grande taille au quatrième trimestre 2003. Son échantillon serait tiré dans celui de l'enquête FQP du printemps 2003 et les personnes potentiellement illettrées seraient surreprésentées.

3. Opérations répétitives

L'enquête emploi en continu sera réalisée tout au long de l'année 2003. L'organisation de la collecte et le rôle du pôle de production sont stabilisés. Les deux autres pôles régionaux, d'expertise et de chiffrage (diplômes, professions), ne sont pas encore arrivés à leur régime de croisière, compte-tenu des énormes stocks de codage auxquels ils sont confrontés. Le point sera fait à la fin de l'année 2002.

Enquête emploi dans les DOM : L'enquête de 2003 sera la troisième de la nouvelle série d'enquêtes annuelles, reconduites à l'identique chaque année.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

En ce qui concerne la refonte de l'enquête Emploi, il est acquis que la nouvelle enquête ne produira que des données de cadrage au niveau régional. Cependant, les travaux méthodologiques devront se poursuivre sur la manière d'accroître la précision régionale : cumul d'enquêtes annuelles, amélioration des données de calage exogènes, diminution de la taille des aires...

5.2 Aspects « environnement »

Sans objet.

5.3 Aspects européens

L'harmonisation des enquêtes "Forces de travail" est régie par un règlement communautaire adopté par le Conseil en 1998. La refonte de l'enquête Emploi s'inscrit bien entendu dans cette démarche. A l'horizon 2005, tous les Etats-membres, y compris l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, auront mis en oeuvre une enquête en continu conforme à ce règlement.

La poursuite des travaux européens en la matière se traduira, d'une part, par l'évaluation de la mise en oeuvre de ces nouveaux dispositifs (première étape à l'horizon 2002), d'autre part par la définition des programmes statistiques spécifiques rattachés à ces enquêtes ("modules ad-hoc"), conduite au sein du groupe de travail et validée par le Comité du programme statistique, enfin par la mise en oeuvre d'actions visant à réaliser une meilleure comparabilité des données, notamment par le respect de principes communs plus stricts de questionnement et l'harmonisation de certaines interprétations communautaires des concepts internationaux (BIT, en particulier le concept de population active occupée). Ces actions sont sous-tendues par les décisions adoptées à Luxembourg en 1997 et Vienne en 1998 (plans d'action nationaux pour l'emploi et indicateurs de suivi).

6. Liste des publications

INSEE Résultats

- Résultats détaillés de l'enquête Emploi de mars 2002 - Société - août 2002.

INSEE Première

- Les transformations de l'emploi non qualifié depuis 20 ans, n° 796, juillet 2001
- Recensement de la population de 1999 - L'espace des métiers de 1990 à 1999, n° 790, juillet 2001.
- Enquête sur l'emploi de mars 2002 : chômage et emploi en hausse, n° 857, juillet 2002
- Le chômage au sein des ménages, n° 775, mai 2001
- La formation en entreprise continue de progresser – n° 759, février 2001.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999 - 2003

Il n'y a pas d'inflexion notable du programme de moyen terme, qui soit actuellement prévisible. A partir de 2004, le programme des enquêtes complémentaires à l'enquête Emploi interrompu entre 2002 et 2003 devrait reprendre.

Division Salaires et revenus d'activité

1. Exposé de synthèse

La collecte de la nouvelle enquête communautaire sur la structure des salaires, dans le cadre du système d'enquêtes biennales coût-structure, adopté fin 1998 par Eurostat, sera un des thèmes majeurs de l'année 2003.

Dans le cadre du projet de règlement sur l'indice du coût du travail, qui devrait être adopté dans le courant de l'année 2002, une refonte complète de la chaîne de production des différents indices conjoncturels de suivi du coût et du prix du travail va être entreprise afin d'en améliorer la qualité et les délais de production. L'autre axe de l'année 2003 concernera donc la mise en production de la nouvelle chaîne de calcul de ces indices.

L'amélioration des productions régulières de la division sera également poursuivie concernant notamment le développement des études longitudinales sur les salaires de la fonction publique d'Etat et du secteur privé et la formation des revenus des non-salariés et dirigeants.

2. Travaux nouveaux pour 2003

2.1 Enquêtes nouvelles

Le règlement européen cadre n° 530/1999 du 9 mars 1999 qui régit les enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires, et plus spécifiquement, le règlement communautaire n° 1916/2000 du 8 septembre 2000 prévoient une enquête sur la structure des salaires en 2002, qui sera réalisée en 2003.

Cette enquête a l'intérêt de collecter simultanément des informations détaillées sur les salariés et leurs employeurs. Elle permettra d'analyser les rémunérations et leurs différentes composantes (primes, intéressement, participation notamment) à un niveau de détail que n'autorisent pas les DADS ou l'enquête emploi, le nombre d'heures travaillées associées (les DADS ne contiennent que les heures rémunérées) et de les mettre en regard avec les caractéristiques des salariés et de leurs employeurs.

Cette enquête comporte en outre un tronc commun avec l'enquête sur le coût du travail qui collecte les charges sociales patronales pour un sous-échantillon de salariés de chaque établissements.

2.2 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

La refonte de la chaîne de productions des indices trimestriels de coût du travail - élaborés en réponse à un règlement européen qui sera adopté fin 2002 ou début 2003 - et de prix du travail (ICHT-TS), entamée en 2002, sera poursuivie. La nouvelle chaîne sera mise en place mi-2003. Une attention particulière sera portée au respect des délais et à l'amélioration continue de la qualité de ces indicateurs. La livraison trimestrielle de l'indice d'évolution de la masse salariale pour le secteur des services à partir de la source EPURE sera également mise en place en 2003.

L'exploitation de l'enquête communautaire sur le coût de la main-d'œuvre en 2000 sera l'un des thèmes d'études majeur de l'année 2003. Des travaux comparatifs sont notamment prévus en collaboration avec le Statistisches Bundesamt sur la structure du coût du travail en France et en Allemagne.

Une comparaison des séries de salaires issues des DADS d'une part et des comptes nationaux d'autre part sera entreprise, afin de repérer les causes de divergence et de proposer des éléments d'explication, conformément aux demandes européennes récurrentes en la matière.

L'étude des revenus des travailleurs indépendants et employeurs privilégie désormais les sources fiscales depuis l'expertise, achevée en 2000 des fichiers des BIC/BNC par rapport aux EAE. Elle a mobilisé également en 2001 les fichiers des enquêtes revenus fiscaux et des DADS, permettant notamment d'élargir l'analyse à de nouvelles catégories (dirigeants salariés) et d'étudier les revenus des non-salariés pris dans leur ensemble. Ces travaux de valorisation de ces sources seront poursuivis.

Par ailleurs, des travaux analysant la formation et l'évolution des salaires dans la Fonction publique sur une longue période devront être engagés.

3. Opérations répétitives

La rédaction des cahiers de la collection « Synthèses » concernant les salaires d'une part et les revenus des non-salariés et dirigeants d'autre part sera assurée par la division, ainsi que celle des deux *INSEE-Première* sur les salaires dans les entreprises et les salaires des agents de l'Etat. La publication trimestrielle de comparaisons des évolutions de salaire mensuel et horaire en France et en Allemagne, mise en place en 2001 est maintenant bien rôdée.

La mise à jour du panel DADS sera assurée.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La nouvelle enquête sur la structure des salaires sera articulée notamment avec les DADS. Les tests du questionnaire effectués en 2002, devraient permettre de préciser les allègements de la charge statistique des entreprises compatibles avec le respect du règlement européen.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant.

5.2 Aspects « environnement »

Néant.

5.3 Aspects européens

Les enquêtes biennales sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires sont régies par un règlement européen. La fourniture trimestrielle à Eurostat d'un indice de coût du travail et de l'évolution des masses salariales pour l'industrie et le BTP répond respectivement à une demande de la Banque centrale européenne et aux obligations du règlement européen sur les statistiques conjoncturelles.

6. Liste des publications

INSEE Première

- Les salaires dans les entreprises en 2001 - à paraître en décembre 2002
- Les salaires des agents de l'Etat en 2001 - à paraître en décembre 2002
- Les salaires dans les entreprises en 2000 - n° 833 - mars 2002
- Les salaires des agents de l'Etat en 2000 - n° 818 - décembre 2001
- Les salaires des ingénieurs diplômés en 2000 - n° 812 - novembre 2001
- Il vaut mieux être embauché le 1^{er} du mois - n° 806 - septembre 2001
- Les écarts de revenu salarial entre hommes et femmes en début de carrière - n° 801 - août 2001
- Les salaires des dirigeants de société - n° 784 - juin 2001
- Les salaires dans les entreprises en 1999 - n° 778 - mai 2001
- Les salaires des agents de l'Etat en 1999 - n° 768 - avril 2001

INSEE Résultats

- Actualisation des séries longues jusqu'en 2000 (CD-Rom) - à paraître en novembre 2002
- Actualisation des séries longues jusqu'en 1999 (CD-Rom) - octobre 2001

Cahiers Synthèses

- Les revenus des indépendants et des dirigeants jusqu'en 1999 - juin 2002
- Les revenus des indépendants et des dirigeants jusqu'en 2000 - à paraître en décembre 2002
- L'évolution des salaires jusqu'en 1999, janvier 2002
- L'évolution des salaires jusqu'en 2000, à paraître en novembre 2002

Economie et statistiques

- Les différences de carrières salariales à partir du premier emploi, n° 351, 2002
- Les revenus des indépendants et dirigeants : la valorisation du bagage personnel, n° 348, 2001-8

Note de conjoncture

- Prévoir l'évolution des salaires en France, note de conjoncture de mars 2002

Données sociales 2002

- Les indépendants et dirigeants non agricoles dans les années quatre-vingt-dix - à paraître.

Documents de travail

- Eléments de caractérisation des carrières salariales des générations nées entre 1908 et 1980, document de travail n° F0205, septembre 2002.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999 - 2003

Il n'y a pas d'inflexion notable du programme de moyen terme qui soit actuellement prévisible.

Département Prix à la consommation, ressources, conditions de vie des ménages Division Revenus et patrimoine des ménages

1. Exposé de synthèse

- La prochaine **enquête Patrimoine** se déroulera sur le terrain fin 2003. Elle complètera la série des enquêtes Patrimoine de 1986, 1992 et 1998. Une fiche de présentation de cette opération est jointe en annexe pour examen en opportunité.

- L'**enquête Revenus fiscaux** est devenue annuelle à partir des revenus de 1996, tout en étant couplée avec l'enquête Emploi : l'année 2003 devrait être consacrée à la diffusion des fichiers et des résultats relatifs aux revenus de l'année 2000 et à la production des fichiers relatifs aux revenus 2001.

- Le projet européen **SILC** (Statistics on Income and Living Conditions) va succéder au **Panel européen**. Ce projet, lancé en 2000 par Eurostat, n'était pas prévu dans le programme à moyen terme. Pour la France, il débutera en 2004.

2. Travaux nouveaux pour 2003

Enquête Patrimoine 2003 (cf fiche de présentation pour examen d'opportunité en annexe) :

Les enquêtes Patrimoine (anciennement appelées « Actifs financiers », bien qu'elles ne couvrent pas seulement le patrimoine financier) décrivent avec précision l'ensemble des actifs financiers, immobiliers et professionnels possédés par le ménage interrogé. Réalisées tous les six ans environ depuis 1986, elles permettent d'observer en évolution la distribution des patrimoines des ménages, ainsi que les taux de détention des différents actifs patrimoniaux.

Les taux de détention des actifs patrimoniaux sont également observés, entre deux enquêtes Patrimoine successives, par des enquêtes légères dites « Détention d'actifs ». Après les enquêtes « Actifs financiers » 1986 et 1991-92, puis l'enquête « Détention d'actifs » 1996, puis l'enquête Patrimoine 1997-98, et enfin l'enquête « Détention d'actifs » 2000, l'enquête Patrimoine 2003 offrira un 6^{ème} point d'observation.

L'objectif des enquêtes Patrimoine ne se limite pas à la description des actifs possédés. Elles comportent aussi une information très complète sur les facteurs explicatifs du patrimoine, essentielle pour les chercheurs étudiant les comportements patrimoniaux : biographie familiale et professionnelle, héritages et donations, revenus et situation financière, motifs de (non) détention des différents actifs.

Les enquêtes Patrimoine sont lancées à l'initiative de l'INSEE avec le concours financier ou intellectuel d'organismes financiers, d'administrations ou de centres de recherche désireux d'exploiter les données. Un groupe rassemblant une dizaine de partenaires est ainsi constitué pour discuter le contenu du questionnaire et pour exploiter les fichiers. Des travaux méthodologiques réalisés avec certains partenaires permettent également d'analyser les causes de sous-déclaration du patrimoine par les enquêtés, afin de mieux corriger à l'avenir cette sous-déclaration.

Par rapport à l'enquête antérieure de 1998, l'enquête de 2003 préserve la comparabilité. Elle décrit avec plus de précision les actifs en plein essor (assurance-vie, épargne salariale, valeurs mobilières), notamment afin de mieux connaître l'épargne réalisée en vue de la retraite. L'enquête renonce à décrire en détail l'endettement du ménage (ce module avait été peu exploité et d'autres sources existent sur l'endettement), mais introduit quelques questions sur le paramètre psychologique d'aversion au risque (en s'inspirant de l'enquête « aversion au risque » complémentaire à l'enquête Patrimoine 1998).

Plus que jamais on s'efforce de limiter le questionnement afin qu'il dure moins d'une heure en moyenne (sauf pour les travailleurs indépendants pour lesquels nous avons décidé de prévoir une

deuxième visite). Compte tenu de la forte dispersion des temps de questionnement, nous prévoyons aussi une deuxième visite pour les 20% des ménages ayant un patrimoine le plus diversifié.

Projet européen SILC (ce projet débute en 2004, il sera donc présenté au CNIS en 2003 et ne figure ici qu'à titre indicatif) :

La Commission européenne souhaite faire voter un règlement européen demandant aux 15 pays de la Communauté de produire, à partir de registres administratifs ou à partir d'enquêtes, un fichier de données individuelles couvrant un large ensemble de thèmes relatifs aux revenus et aux conditions de vie. Cette opération européenne SILC sera annuelle et comportera à la fois une dimension transversale et une dimension longitudinale. La Commission souhaite en effet suivre annuellement divers indicateurs d'inégalité de revenus et de pauvreté (ce qui nécessite une série de coupes transversales) ainsi qu'un indicateur de persistance de la pauvreté (ce qui nécessite un suivi longitudinal, Eurostat demandant au minimum 4 années de suivi).

Pour la France, cette opération prendra la forme d'une double enquête : une enquête annuelle sur les revenus et les conditions de vie (ERCV), complétée par un panel (PRCV) dont l'échantillon sera alimenté par cette enquête. L'enquête ERCV interrogera chaque année un échantillon de 10 000 ménages, les échantillons successifs étant indépendants. Le panel PRCV devrait suivre les individus avec une méthodologie analogue au Panel européen pendant 9 ans, avec renouvellement de l'échantillon par 1/9^{ème} chaque année. La durée de suivi sera donc plus longue que celle requise par Eurostat.

Au niveau européen, l'opération est censée commencer en 2003, mais 5 pays dont la France ont obtenu une dérogation pour commencer en 2004. Les années 2002 et 2003 sont donc consacrées à la préparation et aux tests de cette opération. En particulier, on exploitera en 2003 une enquête-pilote coordonnée au niveau européen (test auprès de 300 ménages). A des fins méthodologiques, on réalisera en 2003 un appariement de ce test avec les fichiers de l'impôt sur le revenu.

3. Opérations répétitives

Enquête annuelle Revenus fiscaux

L'enquête Revenus fiscaux est un rapprochement entre le fichier de l'enquête Emploi et les déclarations fiscales des ménages concernés. On observe ainsi chaque année les revenus et l'emploi de 70000 ménages. Les prestations (prestations familiales, aides au logement, minima sociaux) ainsi que la CSG-CRDS sont reconstitués au moyen d'imputations.

L'enquête Revenus fiscaux est maintenant annuelle (à partir des revenus de 1996), couplée avec l'enquête Emploi, et produite par appariement avec les fichiers fournis par la DGI (cf programme statistique pour 1999).

4. Allégement de la charge statistique des entreprises

La division Revenus-Patrimoine ne mène aucune enquête auprès des entreprises.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

La disponibilité des fichiers exhaustifs de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation et le projet de statistiques localisées sur les revenus (collaboration entre le département de l'action régionale et le pôle « Revenus fiscaux » de la DR de Rennes) permettront d'enrichir considérablement l'analyse des revenus au niveau local. La division Revenus pourra notamment approfondir l'analyse de la répartition spatiale des inégalités, qui a déjà fait l'objet de publications (Synthèses « revenus-patrimoine », édition 1997, 1998, et 1999).

5.2 Aspects « environnement »

Ce thème est peu présent dans les travaux de la division.

5.3 Dimension européenne

Cette dimension est par contre très présente dans les travaux de la division, le panel européen ayant été conçu et financé par Eurostat, comme l'opération SILC qui lui succédera (décrite dans la partie 2).

A partir du panel, l'INSEE produit des fichiers nationaux, tandis qu'Eurostat produit des fichiers européens (par production, on entend l'ensemble des opérations d'apurement, de mise en forme, de redressement et pondération, et d'imputations de valeurs manquantes). Si les fichiers européens se prêtent immédiatement aux comparaisons internationales, les fichiers nationaux sont plus complets (le questionnaire français est plus précis que le questionnaire européen).

La division participe en outre aux travaux d'Eurostat sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

5. Liste des publications

Enquêtes sur le patrimoine

- « Patrimoine des ménages en 2000 : une épargne plus risquée », Catherine Rougerie et Alice Tanay, *Insee Première* n° 756, 2001
- « Les actions plus rémunératrices que les obligations et que l'or au XX^{ème} siècle », Alice Tanay, *Insee Première* n°827, février 2002
- « Les inégalités de patrimoine », Catherine Rougerie, à paraître dans *Données sociales* 2002

Enquêtes Revenus fiscaux

- « La pauvreté monétaire de 1970 à 1997 », Jean-Michel Hourriez, Nadine Legendre, Robert Le Verre, *Insee Première* n°761, mars 2001
- « Comment se détermine le niveau de vie d'une personne ? », Olivier Guillemain et Valérie Roux *Insee Première* n°798, juillet 2001
- « Avoir un emploi et être pauvre : bas salaires, sous-emploi et chômage, quels liens avec la pauvreté ? », Jean-Michel Hourriez, Insee, *France Portrait Social*, édition 2001-2002
- « Comment se détermine le niveau de vie d'une personne ? », Olivier Guillemain et Valérie Roux, article de cadrage sur les niveaux de vie des ménages à paraître dans *Données sociales* 2002

Panel européen

- « Un tiers des étudiants ont une activité rémunérée », Hélène Valdelièvre, *Insee Première* n°795, juillet 2001
- « Variations de revenus lors du passage des transitions emploi-chômage », Pascale Breuil, *Economie et Statistiques* n°348, mars 2002
- Dossier d'Economie et statistique consacré au Panel européen, coordonné par Pascale Breuil, *Economie et statistique* n°349-350, à paraître au 1^{er} semestre 2002
- « Les trajectoires d'emploi des ménages », Hélène Valdelièvre et Pascale Breuil, à paraître dans *Données sociales* 2002

Ouvrages de synthèse

- « Revenus et patrimoine des ménages, édition 2000-2001 », *Insee Synthèses n°47*, mars 2001
- Synthèses « revenus-patrimoine », édition 2002, à paraître en 2002

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

DARES - Sous-direction « Emploi et marché du travail »

1. Exposé de synthèse

Le projet de programme statistique 2003 est marqué par la poursuite d'investissements sur les outils informatiques :

- Valorisation de la rénovation des outils de production des DMMO et de l'EMMO entamée depuis plusieurs années. A cette date l'outil de diffusion Intranet à destination des régions aura été mis en service.
- Dématérialisation des DMMO.
- Mise à disposition pour des analyses régionales du fichier historique des demandeurs d'emploi, finalisé en 2001.
- Poursuite de la réinformatisation de la DOETH avec l'entame du projet de dématérialisation.
- Démarrage du projet de refonte de l'outils d'accès aux statistiques de DEFM Nostra.

Après la réalisation des enquêtes sur les « difficultés de recrutement » et sur la « gestion des salariés selon l'âge », nous entreprendrons plusieurs chantiers :

- Valorisation de l'enquête complémentaire à l'enquête Emploi 2002 portant sur les travailleurs handicapés.
- Utilisation régulière de l'enquête trimestrielle sur les sortants des listes de DEFM.
- Mise en place probable d'un questionnement conjoncturel sur les emplois vacants à l'initiative d'Eurostat.
- Participation à l'enquête auprès des bénéficiaires de minima sociaux, conduite par la DREES.

2 Travaux nouveaux pour 2003

On préparera en 2003 le basculement prévu en janvier 2004 pour la nouvelle nomenclature de profession qui concerne les DADS, les DMMO et la DOETH. Cela impliquera, en collaboration avec l'INSEE, un important travail de communication auprès des entreprises qui renseignent ces sources. Un groupe de travail DARES-DGEFP-INSEE-CEREQ-DPD-OREF sera mis en place en vue de la révision des familles professionnelles, la nomenclature de métier de la DARES.

Alors que nous réalisons désormais régulièrement la publication mensuelle de l'indicateur de création d'emploi pour les entreprises de 50 salariés et plus, les publications périodiques de mouvements de main-d'œuvre seront passées en 2003 à un rythme trimestriel, avec un bilan annuel. De nouveaux indicateurs de suivi du marché du travail seront mis en place faisant suite à la réflexion entamée en 2001 et qui vise à mieux rendre compte de son évolution. On réfléchira aussi à l'adoption d'un rythme trimestriel de publication d'informations conjoncturelles. Ce rythme trimestriel permettra une meilleure coordination avec la publication du *Premières Informations* « conjoncture de l'emploi et du chômage ». On aura mis en place les conditions de l'utilisation au niveau régional de l'indicateur mensuel de création d'emploi pour les entreprises de 50 salariés et plus.

La DARES a initialisé une réflexion sur les indicateurs de suivi du marché du travail et mettra en place en 2003 de nouveaux indicateurs, mieux adaptés aux transformations du marché du travail.

3. Opérations répétitives

Département Métiers et Qualification :

Résultats annuels sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (exercice 2001 résultats détaillés, exercice 2002 premiers résultats).

Département Marché du Travail :

- statistiques mensuelles du marché du travail (ANPE) et du chômage indemnisé (UNEDIC)
- statistiques sur le chômage partiel
- statistiques sur les bénéficiaires des dispositifs d'accompagnement des restructurations
- statistiques sur les bénéficiaires des dispositifs de préretraite.

Département Emploi :

- Collecte et exploitation des déclarations mensuelles des mouvements de main-d'œuvre (DMMO)
- Collecte et exploitation de l'enquête trimestrielle sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO)
- Exploitation des fichiers mensuels de l'UNEDIC de relevés de contrats de travail temporaire conclus par les agences d'intérim.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Département Métiers et Qualification :

La réflexion engagée sur la dématérialisation de la déclaration sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés engagée en 2000 se poursuivra.

Département Emploi :

Mise en œuvre de la dématérialisation du formulaire administratif de la DMMO.

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Département Emploi :

Utilisation de l'intranet 'Statistique des mouvements de main-d'œuvre' par les DRTEFP (Direction régionale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle) et en DR-INSEE, après son ouverture en 2002.

Utilisation de l'indicateur rapide mensuel régional sur l'emploi dans les établissements de 50 salariés ou plus, à partir de la source DMMO, pour les régions ayant une qualité suffisante des données (taux de réponse).

5.2 Aspects « environnement »

Néant.

5.3 Aspects européens

Département Marché du Travail :

Les indicateurs statistiques relatifs aux lignes directrices adoptées lors du Conseil Européen extraordinaire sur l'emploi de Luxembourg en novembre 1997 donnent lieu à un chiffrage qui sera poursuivi en 2003.

6. Liste des publications

Département Métiers et Qualification :

Premières informations

Les indicateurs sur les difficultés de recrutement dans les familles professionnelles en décembre n-1.
 Les indicateurs sur les difficultés de recrutement dans les familles professionnelles en mars n.
 Les indicateurs sur les difficultés de recrutement dans les familles professionnelles en juin n.
 Les indicateurs sur les difficultés de recrutement dans les familles professionnelles en septembre n.

Premières synthèses

Les difficultés de recrutement à la fin n-1.
 Les difficultés de recrutement en juin n.
 Les difficultés de recrutement dans l'hôtellerie restauration.
 Les métiers de la logistique
 L'emploi non-qualifié
 L'emploi des travailleurs handicapés (exploitation HID).

Département Emploi :

Premières informations

Evolution de l'emploi salarié : Indicateurs mensuels pour les établissements de 50 salariés ou plus et pour l'intérim (mensuel)
 Evolution de l'emploi salarié (trimestriel)
 Conjoncture de l'emploi et du marché du travail (trimestriel)
 Les mouvements de main-d'œuvre (trimestriel)
 Le travail temporaire (trimestriel)

Premières synthèses

Les mouvements de main-d'œuvre (annuel)
 Le travail temporaire (annuel)
 Les activités créatrices d'emploi
 Les trajectoires d'emploi
 L'insertion des jeunes
 Gestion par les entreprises du vieillissement de leur personnel

Dossier de la DARES

La gestion de la main-d'œuvre selon l'âge

Département Marché du Travail :

Premières informations

- Le marché du travail (mensuel)
- La conjoncture de l'emploi et du chômage (trimestriel)
- Le chômage partiel (annuel)

Premières synthèses

- La situation de l'emploi (annuel)
- Les dispositifs d'accompagnement des restructurations (annuel)
- Les dispositifs publics de préretraite (annuel)
- La prise en charge du chômage (annuel)
- Les quinquagénaires entre l'activité et la retraite
- Passage par le chômage et dynamique des revenus
- Le travail occasionnel des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique
- Le service personnalisé pour un nouveau départ vers l'emploi
- L'impact des transformations du marché du travail sur les emplois recherchés
- Les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Département Marché du Travail :

Les travaux de fiabilisation du fichier historique des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ont été menés à leur terme en 2001. Ils ont débouché sur un développement des études longitudinales, en particulier sur la récurrence du chômage. Ce nouvel outil constituera une base d'informations utiles pour toutes les analyses régionales.

Une enquête prévue sur le devenir des chômeurs bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique a été annulée. L'étude est intégrée dans le projet plus vaste de l'enquête auprès des bénéficiaires de minima sociaux, conduite par la DREES.

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

DARES - Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle »

(Noter que ce qui relève de la formation, dans le programme de la DARES, est examiné par la formation Education, formation)

1. Exposé de synthèse

Au stade actuel de la réflexion concernant le programme de travail, compte tenu des modifications probables des mesures existantes ou de l'introduction de dispositifs nouveaux voulus par le nouveau gouvernement, il est difficile de lister avec exhaustivité les enquêtes qui seront conduites en 2003.

Toutefois on peut estimer que des travaux dans les champs suivants seront poursuivis :

- évaluation des trajectoires de bénéficiaires des dispositifs de la politique de l'emploi (« Panel des bénéficiaires de dispositifs d'emploi ou de formation », « travaux sur les structures d'insertion pour l'activité économique », « travaux sur le PARE – PAP »). Au panel des bénéficiaires de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle sera associée en 2003 une interrogation des employeurs des bénéficiaires de ces dispositifs CQ Apprentissage CIE dans un objectif de rendre compte de l'impact des politiques de gestion de la main d'œuvre des firmes sur les trajectoires des personnes en contrat aidé ;
- exploitation des fichiers des organismes employeurs dans les secteurs marchand et non marchand et en particulier mesure de l'impact de la modification du contrat initiative emploi ;
- analyses territorialisées des politiques de l'emploi ;
- poursuite des travaux portant sur la relation entre compétitivité des entreprises et usage de la formation professionnelle ;
- construction d'un fichier commun (en lien avec les conseils régionaux, l'AFPA, l'Unédic, l'Etat) des demandeurs d'emploi en formation. Au cours de l'année 2003 une étude de faisabilité sera réalisée pour constitution de la base fin 2003 sur les données de l'année 2002.

2 Travaux nouveaux pour 2003

- Après une enquête auprès des structures utilisatrices du titre emploi service menée en 2002, il est probable que dans le cadre du développement des services aux personnes soit conduite une enquête auprès des bénéficiaires : besoins couverts, mode d'usage, participation financière.
- Dans le cadre des travaux de l'instance interministérielle d'évaluation des aides aux très petites entreprises, le département « politiques d'emploi » pourrait lancer une enquête sur l'utilisation qu'elles font des aides à l'emploi (connaissance, usage, contentieux).
- En prolongement des études par panel portant sur le devenir des bénéficiaires des contrats de formation en alternance, le département « formation professionnelle et insertion des jeunes » envisage de lancer de nouvelles enquêtes auprès des entreprises utilisatrices de contrats d'orientation et de contrats de qualification adultes, et plus largement d'entreprises susceptibles d'y avoir recours, pour mieux comprendre les raisons du faible développement de ces dispositifs.

Une enquête qualitative sur le devenir des bénéficiaires des bilans de compétence sera réalisée en collaboration avec deux équipes de chercheurs.

En 2003 la DARES réalisera une enquête sur la satisfaction des usagers des missions locales.

3. Opérations répétitives

La sous direction continuera à suivre les données relatives aux différents dispositifs de la politique d'emploi et de formation professionnelle : ces dispositifs font l'objet de remontées statistiques mensuelles (tableau de bord) et de publications annuelles sur les caractéristiques des bénéficiaires, des utilisateurs et des mesures. Pour mémoire, les dispositifs concernés sont les suivants : contrat initiative emploi, contrat emploi solidarité, contrat emploi consolidé, contrat emploi jeune, contrat de qualification, contrat de qualification adulte, contrat d'adaptation, contrat d'orientation, stage SIFE collectif, stage SIFE individuel, stage d'accès à l'emploi, ACCRE (aide à la création d'entreprise), EDEN (aide à la création d'entreprise), TRACE, emplois familiaux, chèque conseil, entreprise d'insertion, association intermédiaire, entreprise d'intérim d'insertion, adulte relais, exonérations de charges zonées. Le suivi statistique des bénéficiaires de la mesure « Aide à l'emploi des jeunes en entreprise » sera assuré.

En 2003, elle poursuivra l'enquête par panel auprès des bénéficiaires des 10 principaux dispositifs de l'emploi et de la formation professionnelle et publiera les résultats et analyses de la première phase d'interrogations. La seconde interrogation sera réalisée au courant de l'année 2003.

Le département Politiques d'emploi terminera les travaux d'exploitation des travaux menés sur les caractéristiques des personnes passées dans une structure d'insertion par l'activité économique.

Le début de l'année 2003 devrait également voir se réaliser l'enquête auprès des structures d'insertion lancée fin 2002 et dont les phases d'interrogation puis d'exploitation sont programmées début 2003.

Le département Formation professionnelle et insertion des jeunes conduira l'enquête annuelle auprès des jeunes sortis du programme « nouveaux services-emplois jeunes » (cinquième et dernière interrogation fin 2003).

Sur le champ de la formation professionnelle, il réalisera des travaux statistiques sur les organismes de formation (exploitation des bilans pédagogiques et financiers), sur l'action des conseils régionaux en matière de formation professionnelle (enquête annuelle), sur les bilans de compétences (enquête annuelle auprès des organismes prestataires).

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La sous-direction dont le système d'information statistique est largement adossé au système de gestion des politiques poursuivra ses travaux en matière de rationalisation de son système d'information en concertation avec les services partenaires ou prestataires à la source de l'information (CNASEA, ANPE, UNEDIC, ACOSS, MSA) : renouvellement des conventions, clarification des référentiels.

Elle poursuivra sa concertation avec l'ACOSS pour bénéficier des fichiers sources de cet organisme afin de limiter le nombre d'enquêtes dans le champ des exonérations.

Elle participe au projet de dématérialisation des bilans pédagogiques et financiers initié par le ministère de l'emploi et de la solidarité, bilans renseignés annuellement par les organismes de formation. Ce projet testé en 2002 dans trois départements devrait permettre en 2003 d'alléger la tâche de saisie de l'information et rendre plus fiables les informations collectées.

Le projet « système automatisé national pour l'alternance et l'apprentissage », actuellement en test, devrait permettre à l'avenir une saisie directe des informations contenues dans les conventions relatives à l'alternance et à l'apprentissage par les organismes interfaces. Les retard pris dans la phase test de cette application ne devraient pas permettre de la généraliser en 2003.

5. Aspects particuliers du programme 2003

Dans le champ de la création d'entreprise et en particulier de l'aide aux très petites entreprises, objet d'une évaluation nationale sur l'initiative du Conseil national de l'évaluation, la DARES mènera des études pour compléter les travaux de l'instance et les affiner. Des travaux seront également conduits à partir des fichiers SINE et SUSE pour appréhender l'impact des aides sur la survie et la performance des entreprises aidées.

Un accent particulier sera mis sur l'évolution du système d'information et sa territorialisation dans le double domaine des politiques de la ville et des politiques régionales.

6. Liste des publications

À paraître :

- en juin 2002, *Premières synthèses* annuel sur l'opinion des français sur le chômage ;
- en juillet 2002, *Premières synthèses* annuel sur les exonérations territoriales ;
- en septembre 2002, *Premières synthèses* sur les sorties des programmes Contrat Emploi Jeunes.

Les dossiers de la DARES

- Bilan des Politiques de l'Emploi

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

DARES - Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles »

1. Exposé de synthèse

En matière statistique, les éléments essentiels du programme de travail de la sous-direction pour l'année 2003 sont les suivants :

- poursuite du suivi statistique conjoncturel des accords de RTT et des déclarations URSSAF de passage à 35 heures dans le cadre de la seconde loi Aubry (aide cessant en juillet 2003) ;
- approfondissement de l'analyse des liens entre RTT et organisation du travail ;
- exploitation de l'enquête « modalités du passage à 35 heures » réalisée dans les entreprises de 20 salariés et moins (6 000 en 2002) ;
- poursuite de l'exploitation de l'enquête « 1 000 » sur les stratégies des entreprises face à la RTT réalisée fin 2000 ;
- élargissement de l'utilisation des nouvelles enquêtes ACEMO en matière d'emploi, de durée du travail ou de salaire ;
- réalisation d'une nouvelle enquête SUMER (surveillance médicale des risques) en lien avec la Direction des Relations du Travail ;
- enquête de qualité sur l'analyse des pratiques déclaratives des entreprises de l'enquête trimestrielle ACEMO concernant les heures supplémentaires.

2 Travaux nouveaux pour 2003

2.1 Enquêtes nouvelles

- En 2002 sera réalisée la troisième enquête SUMER (Surveillance médicalisée des risques), qui recueille des informations sur les risques et maladies professionnelles associées aux conditions de travail par un questionnaire fermé administré par des médecins du travail volontaires à plus de 45 000 salariés tirés aléatoirement. Cette enquête fera l'objet d'une première série d'exploitations en 2003.

2.2 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés

- Salaires et Conventions salariales

- Poursuite de la mise sur internet des données détaillées aux niveaux les plus fins, ainsi que consolidation de la maîtrise d'œuvre sur les enquêtes spécifiques.
Les séries d'indicateurs seront déclinées par convention collective au cours de l'année 2003.

- Conditions de travail et relations professionnelles

- Un groupe de réflexion associant la DARES et la DRT (direction des relations du travail) sera mis en place afin d'élaborer un projet de refonte des méthodes de collecte d'information concernant les conflits du travail ; il procèdera en particulier à une comparaison de ces méthodes dans quelques pays européens.

- Durée et aménagement du temps de travail

- Une seconde enquête sur les modalités de passage à 35 heures sera menée fin 2002 sur un échantillon d'établissements de 20 salariés ou moins passés à 35 heures après le 31/01/2001 (avec ou sans aide incitative, dont les entreprises nouvellement créées). Il s'agit d'une enquête téléphonique sur un échantillon de 6 000 établissements .

3. Opérations répétitives

- Enquête trimestrielle ACEMO
- Enquête annuelle ACEMO sur les établissements de 10 salariés ou plus
- Enquête annuelle complémentaire ACEMO sur la répartition des salariés et les conventions collectives
- Enquête annuelle ACEMO sur l'individualisation des salaires
- Enquête annuelle ACEMO sur les petites entreprises
- Enquête annuelle ACEMO sur la Participation, l'Intéressement, les Plans d'épargne d'entreprise et l'Actionariat des salariés (PIPA))
- La collecte des données issues de sources administratives (conflits, élections professionnelles, licenciements de salariés protégés) se poursuivra et des comparaisons systématiques seront réalisées avec des informations issues d'autres sources (enquêtes statistiques, dépouillement de la presse). L'effort portera notamment sur l'amélioration des données concernant les conflits du travail.
- Le dispositif d'incitation et d'accompagnement de la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998 puis du 19 janvier 2000) donne lieu à un suivi statistique exhaustif des allègements de cotisations sociales, à partir des déclarations administratives des entreprises à leur organisme de cotisations sociales. Ce suivi portera sur les caractéristiques des entreprises, l'ampleur de la réduction du temps de travail et les engagements d'emploi (maintien ou création). Cette opération durera jusqu'à la fin du passage des entreprises à 35H.

Le dispositif d'exploitation des accords d'entreprise (tous thèmes confondus) est en cours de refonte . La codification des textes déposés devrait être désormais centralisée.

Le Département Salaires et Conventions Salariales a repris l'exploitation des accords liés à l'épargne salariale (yc les nouveaux dispositifs) précédemment conduite par la DRT.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

- Enquêtes ACEMO

Le nombre de questionnaires adressés annuellement aux établissements a baissé de plus de 50 % depuis 1998. Après le passage des enquêtes ACEMO dans la sphère OCEAN en janvier 1996, l'échantillon est passé de 62 000 à 57 000 établissements. Dans le cadre de la refonte ACEMO en janvier 1999, cette réduction s'est poursuivie (38 000 établissements sont désormais interrogés) notamment pour les établissements de 10 à 99 salariés. Le sous-échantillon de l'enquête spécifique a été en outre fortement réduit et porte désormais sur environ 10 000 établissements.

Lors de la refonte des enquêtes ACEMO trois voies d'allègement ont été mises en œuvre :

- la simplification des questionnaires,
- le regroupement de certaines enquêtes (l'enquête SMIC avec l'enquête trimestrielle),
- la substitution de certaines sources administratives aux enquêtes (DADS pour les gains).

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant.

5.2 Aspects « environnement »

Néant.

5.3 Aspects européens

Les indicateurs statistiques demandés par Eurostat sont élaborés et transmis par le département Salaires et Conventions Salariales dans les délais prévus (45 et 70 jours après la fin du trimestre) et ce, dès l'année 2001.

Ce département fournira trimestriellement une mesure quantitative des emplois vacants dans le cadre du règlement européen en cours de finalisation : un questionnaire sur les difficultés de recrutement et le nombre d'emplois vacants sera introduit à cet effet dans le questionnaire de l'enquête trimestrielle, à compter du quatrième trimestre 2002.

Le département Salaires et Conventions Salariales participe au groupe de travail « indicateurs de court terme des salaires » d'Eurostat et il poursuivra la fourniture des données françaises pour la statistique harmonisée sur les gains.

Il participe avec l'INSEE au groupe européen sur l'indice du prix du travail (LPI) et l'indice du coût salarial (LCI) dont le travail devrait aboutir à une proposition de règlement européen.

En liaison avec la DRT, le département « Conditions de Travail et Relations Professionnelles » représente la France au sein de l'agence européenne sur les risques professionnels (Bilbao) qu'il alimente notamment grâce à l'enquête SUMER. En matière de conditions de travail, le département participe aux travaux de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin). Un expert de la DARES fait partie du groupe mis en place par Eurostat sur les statistiques de risques professionnels.

6. Liste des publications

- ORGANISATION DU TRAVAIL, CONDITIONS DE TRAVAIL :

Premières Synthèses

Mai 2002 - N° 20.1 - Accidents et accidentés et organisation du travail

- RELATIONS PROFESSIONNELLES :

Premières Synthèses

Février 2002 – N° 09.1 – Les conflits en 2000 : Le regain se confirme

Avril 2002 – N° 16.1. - Dynamique des métiers et usage de l'informatique

Mai 2002 – N° 22.1. - Le regard des salariés sur la représentation syndicale

- RÉMUNÉRATIONS ET SALAIRES, NÉGOCIATIONS SALARIALES :

Premières Informations

Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre au...

Mars 2002 – n° 13.3. 4^{ème} trimestre 2001

Juin 2002 – N° 26.1. 1^{er} trimestre 2002

Septembre 2002 – N° 39.2. 2^{ème} trimestre 2002

Premières Synthèses

Janvier 2002 – N° 03.2 La rémunération et l'emploi dans les très petites entreprises en juin 2000

Mars 2002 – N°13.2	Accords d'entreprise au premier semestre 2001 : les TPE passent aux 35 H et les grandes entreprises renouent avec la négociation salariale
Avril 2002 – N° 17.1.	L'épargne salariale en 2000
Mai 2002 – N° 22.2.	La rémunération des salariés des entreprises de 10 salariés ou plus en 2000
Juillet 2002 – N° 27.1.	Les salariés au SMIC et à la garantie mensuelle au 1 ^{er} juillet 2001
Septembre 2002 – N° 39.1	La rémunération des salariés dans les très petites entreprises en juin 2001

- TEMPS DE TRAVAIL :

Premières Informations

Avril 2002 – N° 17.2	Le passage à 35 heures vu par les employeurs.
Mai 2002 – N° 19.2	Durée annuelle du travail et pratique des heures supplémentaires en 2000.

Premières Synthèses

Février 2002 – N° 06.3	Les modalités au passage à 35 heures en 2000
Février 2002 – N° 07.01	L'incidence des 35 heures sur le temps partiel
Février 2002 – N° 08.2	Temps partiels des femmes : entre « choix » et contraintes
Avril 2002 – N° 17.2	Le passage à 35 heures vu par les employeurs.
Mai 2002 – N° 19.2	Durée annuelle du travail et pratique des heures supplémentaires en 2000.

Document d'étude

Septembre 2002 - N° 61	L'effet des 35 heures sur la durée du travail des salariés à temps partiel
------------------------	--

Les dossiers de la DARES

- Exposition aux contraintes et nuisances dans le travail, SUMER 1994
- Elections aux Comités d'entreprise en 96-97.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche
Direction de la programmation et du développement
Sous-direction des études statistiques - SDES

1. Exposé de synthèse

L'année 2003 verra la mise en place d'un nombre important de nouveaux systèmes d'information statistiques, parmi lesquels le nouveau système d'information sur la formation des apprentis (SIFA) permettant la remontée de fichiers de données individuelles.

2. Travaux nouveaux pour 2003

- SIFA (Nouveau système d'information sur la formation des apprentis) :

Une enquête sur support papier (dite enquête n° 51) demande actuellement à chaque Centre de Formation d'Apprentis de remplir des tableaux détaillés sur les effectifs d'apprentis selon les formations suivies, le sexe, l'origine scolaire, etc ... Le nouveau système consisterait pour les CFA à transmettre des fichiers individuels permettant de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et également de repérer les doubles entre fichiers d'élèves et fichiers d'apprentis.

- Enquête rénovée sur l'insertion professionnelle des élèves du secondaire et des apprentis :

Cette enquête qui déjà été présentée au comité du label, va s'exécuter sur le terrain dans sa nouvelle formule en février 2003. L'opportunité de l'enquête a fait l'objet, en plus de la consultation du CNIS, de discussions avec des partenaires (parents d'élèves, représentants de personnels). Le questionnaire et l'organisation ont été revus, et un effort de remotivation des acteurs sera fait en 2002. Si cette enquête renoue avec de meilleurs taux de réponse elle fournira des indicateurs précieux sur le devenir des élèves selon la formation précise qu'ils ont suivie, et donc des indicateurs utiles au pilotage du système éducatif (à utiliser avec prudence, comme il se doit).

3. Opérations répétitives

Thème 1 : effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants

Collectes par questionnaire

- 10 Les effectifs d'apprentis (enquête rapide)
- 51 Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête détaillée) (*pour les CFA ne fournissant pas de fichier informatique*)

Thème 2 : personnels enseignants et non-enseignants

Remontées de fichiers et collectes informatisées

- 65 Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale (fichiers de paye)
- 29 Mouvements des corps d'instituteurs et professeurs des écoles : constat et prévisions
- 22 Le service des enseignants dans les établissements publics du 2nd degré
- 31 Les maîtres auxiliaires

Collectes par questionnaire

- 7 Répartition des postes et personnels relevant de l' AIS, affectation à l'issue des stages de spécialisation, programmation des besoins en matière de formation spécialisée
- 64 Les absences non remplacées
- 30 Panel de chefs d'établissements du 2nd degré

Thème 7 : insertion, liaison formation-emploi

Remontées de fichiers et collectes informatisées

73 Suivi statistique sur les emplois-jeunes

Collectes par questionnaire

57 Suivi des élèves du panel 95 quittant le système éducatif

74 L'insertion professionnelle des jeunes sortis des lycées

75 L'insertion professionnelle des jeunes sortis d'apprentissage

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

- Poursuite du développement et du déploiement du dispositif SAREF (système d'analyse de la relation 'formation-emploi') qui sert de base de référence pour la réflexion au niveau régional de la politique de formation professionnelle.

6. Liste des publications

Ont été publiés au titre de l'année 2001, les documents suivants :

- *Les Dossiers Education & Formations*

partie Education : Les docteurs en sciences et la création d'entreprises (n° 119) ; Les enquêtes d'insertion : cadre conceptuel et résultats (n° 120) ; Les pratiques actuelles de recrutement en entreprises à l'égard des jeunes diplômés bac + 4 et bac + 5 (n° 121)

Les travaux parus ou à paraître au titre de 2002 sont les suivants :

- . Synthèse des études régionales sur l'insertion des lycées et apprentis
- . Prospective emploi-formation 2001-2010
- . Pratiques de recrutement des PME

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau en fin de document.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction générale de la comptabilité publique
Bureau 3E - Applications paye/pensions

Opérations répétitives

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Pensions personnelles de retraites civiles	DGCP/3E	Permanent
Prestations familiales	DGCP/3E	Permanent
Rémunérations des agents publics	DGCP/3E	Permanent
Effectifs et masse salariale de la Fonction publique de l'Etat	DGCP/3E	Etats annuels et mensuels Permanent
Nombre d'agents en CPA	DGCP/3E	Permanent

Suivi du programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire
DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation

1. Exposé de synthèse

Les travaux menés par le bureau des statistiques, des études et de l'évaluation de la DGAFP sont essentiellement des enquêtes auprès des administrations ou des exploitations de fichiers administratifs, effectuées à un rythme annuel. Des enquêtes peuvent cependant être lancées ponctuellement pour évaluer l'application de textes réglementaires.

Les projets statistiques pour 2003 seront liés à la montée en charge des travaux de **l'observatoire de l'emploi public** créé par un décret du 13 juillet 2000. Des remontées régulières d'information de la part des directions du personnel seront organisées afin de mieux connaître les effectifs, en particulier le passage entre effectifs budgétaires et effectifs réels dans la fonction Publique d'État.

Le bureau assurera également le **suivi statistique des dispositifs mis en œuvre par les ministères pour favoriser l'égalité professionnelle hommes / femmes**. Les enquêtes, lancées en 2001, sur les jurys de concours et des organismes consultatifs seront poursuivies. En outre, sous l'égide du comité LE PORS pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs de la fonction publique, l'enquête sur l'encadrement supérieur prendra en compte les « viviers » de recrutement. L'ensemble de ces investigations permettra d'assurer un suivi statistique des plans pluriannuels qui sont élaborés conformément à la circulaire du Premier ministre du 8 mars 2000.

2. Travaux nouveaux pour 2003

Néant

3. Opérations répétitives

3.1 Enquêtes annuelles auprès des directions de personnel

L'ensemble des ces enquêtes portent sur le champ de la fonction publique de l'État.

- la formation professionnelle des agents de l'État

A partir de l'enquête portant sur l'année 2001, de nouvelles questions sont intégrées, portant, en particulier, sur les domaines de formation.

- les recrutements de la fonction publique de l'État

Le recensement porte sur l'ensemble des recrutements par concours de l'année antérieure, la sélectivité des concours et le profil des candidats recrutés.

- les bénéficiaires de la loi handicapés

Le questionnaire est modifié dans le cadre de l'application du Protocole sur l'emploi des travailleurs handicapés dans la fonction publique de l'État du 8 octobre 2001.

- les accidents du travail et les maladies professionnelles

- les emplois de direction et d'inspection générale (part des femmes)

Cette enquête a été rénovée en 2001 pour une meilleure prise en compte des viviers de recrutement.

- les positions statutaires

- la responsabilité pénale des fonctionnaires

- la place des femmes dans les jurys de concours

- la place des femmes dans les organismes consultatifs

3.2 Exploitation de fichiers et de documents administratifs

- exploitation des "verts" budgétaires
annuelle

- exploitation des procès-verbaux des commissions administratives paritaires centrales
annuelle sur la période des 3 années précédentes

- exploitation du fichier de paie des agents de l'État

Le bureau des statistiques exploite un fichier extrait du fichier informatique résultant du système d'information de l'INSEE sur les agents de l'État.

Ce fichier constitue une source essentielle pour les études. Fin 2003 sera disponible le fichier provisoire des agents de l'État au 31 décembre 2002.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Non concerné.

5. Aspects particuliers du programme 2003

Rien à signaler.

6. Liste des publications (relatives aux programmes statistiques 2000 et 2001)

Les résultats de chaque enquête font l'objet d'un rapport spécifique transmis aux directeurs de personnel et aux organisations syndicales. Les résultats synthétiques sont publiés dans le rapport annuel de la fonction publique et de la réforme de l'État (à l'automne de chaque année).

Des synthèses sont diffusées sous forme de 4 pages :

- « Les femmes dans l'encadrement supérieur au 1^{er} juin 2000 » n°01, février 2001
- « Le travail à temps partiel progresse encore dans la fonction publique de l'État » n°02, octobre 2001
- « Les recrutements par concours dans la fonction publique de l'État en 1999 » n° 03, décembre 2001

Les *POINT STAT* prévus en 2002 concernent la féminisation des jurys de concours et des organismes consultatifs (mars), les sorties de fonction à l'horizon 2018 (avril), les recrutements par concours et la place des femmes dans l'encadrement supérieur.

Un rapport de l'observatoire de l'emploi public a été publié à l'automne 2001 (rapport annuel).

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) Département Entrées dans la vie active

1. Introduction

Le passage d'enquêtes de cheminement segmentées par niveau de formation à l'interrogation unique d'une génération de sortants de formation initiale (au sens du bilan formation-emploi) représente une inflexion importante du système statistique d'observation de l'insertion professionnelle au CEREQ. L'enquête Génération 92 a amorcée ce nouveau dispositif, qui rend possible des exploitations correspondant à de fortes attentes des utilisateurs (comparaison d'indicateurs d'insertion standard selon le diplôme, le domaine de formation ; entrée des débutants dans les différentes catégories sociales ou familles de professions ; entrée des débutants dans les secteurs d'activité).

Depuis l'automne 1999, le CEREQ travaille à la mise en cohérence de l'ensemble de son système d'enquêtes sur l'insertion professionnelle, en tenant compte de l'apport de l'enquête Génération 92. Le souci de produire périodiquement des résultats comparables conduit à proposer la **réalisation régulière d'enquêtes de type Génération**.

On peut distinguer deux finalités principales pour ces enquêtes :

- **produire des données standards**, dans un délai relativement court après l'interrogation, et comparables d'une enquête à l'autre, dans une perspective **d'aide à la décision**. Les indicateurs utilisés sont des indicateurs d'état (taux d'emploi, taux de chômage, PCS...) et de parcours mis au point au cours de l'exploitation de Génération 92.
- **contribuer à la compréhension des processus d'insertion** en mettant l'accent sur une analyse approfondie des parcours et des premières mobilités sur 5 à 7 ans après la sortie du système éducatif. Une hypothèse envisageable, qui placerait la France dans une logique voisine de celle de certains de ses partenaires européens, pourrait même être de prévoir une troisième interrogation partielle à 9 ans, permettant d'aller vers du longitudinal long.

Par rapport au précédent dispositif d'enquête, les enquêtes Génération intégreront les préoccupations particulières touchant à la mesure statistique de l'impact des politiques d'emploi, jusque-là traitées dans le cadre d'enquêtes spécifiques (panels jeunes).

Les enquêtes Génération s'enchaîneraient au rythme d'une génération nouvelle de sortants tous les 3 ans :

- **une enquête Génération pleine** (40 000 questionnaires environ), en deux étapes :
 - . une première interrogation à trois ans après la sortie du système éducatif, principalement tournée vers la production d'indicateurs et des usages institutionnels ;
 - . deux ré-interrogations à 5 et à 7 ans plus centrées sur les usages analytiques (notamment sur la question des parcours, des mobilités sur moyen terme) et permettant entre autre d'approfondir certains constats de la première étape (par exemple sur les insertions les plus problématiques).
- **une enquête " mini-génération "** reproduisant sur une taille plus réduite (10 000 questionnaires environ) l'interrogation à trois ans de la génération pleine.

On aurait donc un enchaînement du type : Génération 98 (interrogation extensive (?), en 2 phases) ; mini-génération 2001, Génération 2004, mini-génération 2007, ...

Ce dispositif doit permettre aussi de répondre à des demandes d'extensions nationales ou régionales portant sur les jeunes issus de certains niveaux formation, de certaines spécialités de formation ou sur des jeunes ayant bénéficié de certaines mesures pour la formation. Les échantillons pourraient donc être élargis.

2. Travaux nouveaux ou rénovés pour 2003

Une première interrogation de l'enquête " Génération pleine " auprès des sortants de formation initiale en 1998 a été achevée en 2001.

Le bilan de cette enquête a révélé que la constitution des bases de sondage (par agrégation de diverses sources) est une opération de longue haleine. Par ailleurs, le comité du label a recommandé au Céreq de " fidéliser " un échantillon des jeunes interrogés.

En vue de l'interrogation en 2004 de la Génération 2001, il a donc été décidé :

- de lancer la constitution de la base de sondage dès 2002
- de lancer une première interrogation pour un échantillon restreint des 10 000 jeunes à interroger dès que la base sera constituée, en 2003. Cette interrogation aurait pour objectif principal d'identifier les jeunes réellement sortis de formation initiale en 2001 et de tenter de les " fidéliser ".

Une deuxième interrogation de la génération 1998 (cinq ans après leur sortie de formation initiale) est programmée pour le premier semestre 2003. Elle sera principalement centrée sur le prolongement du questionnaire sur le parcours professionnel et avec analyse plus poussée sur l'évolution des liens aux employeurs et à l'emploi des jeunes.

3. Opérations répétitives

Néant

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Pour répondre à la logique de décentralisation et de déconcentration de la formation professionnelle, la production d'indicateurs régionaux de base est prévue à chaque interrogation à trois ans de la "génération pleine", à partir de mars 2001. Une première publication de ces indicateurs d'insertion (par grand niveau de formation) est prévue en 2002. L'enquête Génération 2001 pourra accueillir des demandes d'extension régionales.

5.2 Aspects européens

Néant

6. Liste des publications

Bref - Lettre mensuelle d'information sur les travaux du CEREQ

- "Génération 98 – A qui a profité l'embellie économique ?". D. Epiphane, J.-F. Giret, P. Hallier, A. Lopez, J.-C. Sigot, *BREF CEREQ* n° 181, décembre 2001.
- "Génération 92 – Profil, parcours et emplois en 1997". D. Martinelli, G. Simon, P. Werquin, *BREF CEREQ* n° 149, janvier 1999.
- "Quels secteurs pour les débutants ?". M. Mansuy, V. Thireau, *BREF CEREQ* n° 153, mai 1999.
- "Diplômés de l'enseignement supérieur. La reprise de l'emploi ne profite pas à toutes les filières". D. Martinelli et J.-F. Vergnies, *BREF CEREQ* n° 156, septembre 1999.
- "Entrer sur le marché du travail avec un baccalauréat", G. Simon, *BREF CEREQ* n° 161, février 2000.

Tableaux statistiques sur CD-ROM

Génération 92 – indicateurs standard d'insertion par diplôme - mars 2000.

7. Suivi du programme à moyen terme 1999-2003

Le déroulement du programme d'enquêtes à moyen terme est largement infléchi dans un souci d'harmonisation du dispositif. Les enquêtes complémentaires (panels jeunes, enquête enseignement supérieur), conçues avant le lancement d'enquêtes de type "génération" seront articulées avec elles.

Prolongation du panel d'élèves DEP sur les questions d'insertion professionnelle. Futur panel jeunes.

Le projet d'extension de l'interrogation du panel d'élèves DPD sous forme d'une enquête statistique exhaustive est abandonné.

Enquête de cheminement longue durée

A titre expérimental, une interrogation d'une partie de l'échantillon de l'enquête Génération 1992 sur 10 ans est prévue en 2002. En l'absence d'actions préalables pour fidéliser un échantillon de jeunes, cette opération relève plus d'un test que d'une véritable enquête.

Enseignement supérieur

La reconduction en 2001 (diplômés 98) de l'enquête conjoncturelle auprès des diplômés de l'enseignement supérieur n'a pas été adoptée. Les enquêtes Génération intègrent désormais le champ du supérieur, pour une production de résultats tous les trois ans.

Enquête Génération

Une nouvelle génération est interrogée tous les trois ans (génération pleine, mini-génération en alternance). Les préoccupations de suivi de la politique d'emploi sont incluses dans ces enquêtes, qui suivent aussi l'insertion des diplômés du supérieur.

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Centre d'études de l'emploi - CEE

1. Introduction

Pour 2003, le Centre d'études de l'emploi se consacrera à deux importantes nouvelles enquêtes statistiques :

- Une réflexion sur la conception d'une deuxième enquête COI (changement organisationnel et informatisation).
- Une exploitation de l'enquête de la DARES « Étude de l'emploi des salariés selon l'âge » (ESSA).

Travaux nouveaux ou renouvelés

Enquêtes nouvelles et renouvelées :

- Conception et préparation d'une nouvelle enquête COI prévue pour les années 2003 - 2004 :

L'enquête COI, réalisée en 1997 par la DARES, le SESSI, le SCEES et l'INSEE, est un dispositif d'enquêtes couplées employeurs / employés sur les Changements Organisationnels et l'Informatisation. Une liste d'entreprises a été sélectionnée dans les EAE puis appariée au fichier des DADS pour sélectionner des petits échantillons de salariés au sein des entreprises (2 ou 3) selon une méthode préconisée par une étude préalable. Les salariés interrogés dans cette enquête ont au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise. En 1997, l'enquête a couvert l'industrie avec un échantillon représentatif et deux enquêtes exploratoires ont été réalisées dans le tertiaire, chez les experts comptables et dans le commerce de bricolage. Techniquement, l'opération de 1997 a donné entière satisfaction. L'information recueillie auprès des entreprises comme auprès des salariés est de grande qualité.

LA THEMATIQUE DE L'ENQUETE ET SON EVOLUTION

Le volet « entreprises » de l'enquête de 1997 s'inscrit, par sa thématique, dans la continuité de l'enquête « changement organisationnel » réalisée par le SESSI en 1993. Il cherche à cerner la manière dont l'entreprise mobilise un ensemble d'outils de gestion de l'organisation du travail et des ressources humaines ainsi que les outils techniques couramment regroupés sous les terme de NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication). Les exploitations de l'enquête de 1997 montrent à quel point ces outils se diffusent de manière concomitante et elles identifient des relations de complémentarité dans leur usage. Elles montrent aussi l'intérêt d'une interrogation couplée employeur/employé. La collecte auprès des salariés apporte sur ces usages une information tout a fait complémentaire à l'information « entreprises ». Elle permet d'estimer des variables quantitatives comme un taux d'équipement en Internet, BIP, portable ou logiciels spécifiques sans alourdir la charge de réponse des entreprises et d'évaluer des grandeurs difficiles à cerner par une interrogation du chef d'entreprise comme la part des salariés faisant usage de l'écrit, ou un taux d'autonomie ou encore un degré de communication avec le client.

COI est donc une source particulièrement intéressante pour mesurer les usages de l'informatique et pour comprendre les réorganisations internes des entreprises. Ces deux thématiques qui sont au cœur de l'interrogation de 1997 doivent se maintenir. Si le progrès technique dans les équipements informatiques est important, le progrès technique dans les usages de l'ordinateur est beaucoup plus lent et il prend des formes diversifiées. Il serait très coûteux et pas forcément efficace de décrire ces usages dans une source entreprise. Par contre, la source « salariés » fournit une description très concrète de ces usages pour les métiers différents présents dans l'entreprise. Le mouvement de réorganisation des entreprises a été très marqué tout au long des années 90 et tout semble indiquer qu'il se poursuit. Les recherches menés à partir de COI mais aussi d'autres recherches menées à l'étranger à partir d'autres sources montrent que ces réorganisations affectent à la fois la performance

des entreprises, les relations qu'elles entretiennent avec le marché et leur gestion de la main d'œuvre. Depuis 1997, le renouvellement des équipements informatiques et des logiciels ainsi que les chocs comme le bug de l'an 2000 et le passage à l'Euro ont poussé les entreprises à investir dans leur parc informatique. A ces chocs « exogènes » s'est ajouté le choc organisationnel que représente le passage aux 35 heures. Une nouvelle enquête COI devra en tenir compte en affinant à la fois l'interrogation sur les facteurs des changements informatiques et organisationnels et en revisitant la liste des outils techniques et de gestion adoptés par les entreprises depuis 1997.

Les exploitations de COI tendent à montrer que l'investissement dans les outils informatiques, tout comme les réorganisations participent à un mouvement de rationalisation de la production de connaissance auquel l'ensemble des salariés contribuent. A ce titre, COI complète très bien le dispositif des enquêtes traditionnelles sur l'innovation plus focalisées sur la fonction « recherche » ou « conception » de l'entreprise. L'interrogation des salariés est riche d'enseignements pour analyser la production de connaissances dans l'entreprise puisque celle-ci est rarement maîtrisée par les directions. La formation de savoirs sur les produits et la technologie dépend en effet étroitement des échanges, souvent informels, que les salariés entretiennent entre eux et avec des personnes extérieures à l'entreprises.

Il en est de même en matière de formation de compétences. Le salarié apporte un point de vue informé sur l'effort d'apprentissage qu'il doit réaliser pour tenir son poste de travail lorsque celui-ci évolue et sur les difficultés qu'il rencontre pour faire reconnaître les compétences nouvelles qu'il acquiert et ainsi les transformer en qualification. Notamment, les traitements statistiques de COI et les post-enquêtes réalisées montrent que le travail collectif se développe dans les entreprises réorganisées mais comme c'est souvent au sein de groupes dont le contour est différent de celui des groupes de métiers, les salariés devenus plus interdépendants ont du mal à faire reconnaître leurs compétences.

Un nouveau volet « salariés » de COI devrait affiner l'interrogation sur la communication et le travail collectif tout en traitant de manière plus systématique de la formation et de la reconnaissance des compétences.

L'EVOLUTION DU CHAMP COUVERT ET DE LA METHODE

L'expérience de 1997 ainsi que des expériences menées dans d'autres pays ont montré que l'interrogation « entreprises » pouvait très bien être étendue au secteur tertiaire. Il est possible de prévoir un tronc commun de questions et une interrogation spécifique sur des problèmes propres à l'industrie et au tertiaire (comme la gestion des équipements lourds pour le premier et le rapport au client pour le second).

Les explorations dans le commerce de bricolage et chez les experts comptables ont aussi montré que le couplage pouvait être étendu sans inconvénient majeur aux entreprises de 20 à 50 salariés.

Il reste le problème de la non interrogation, du fait du passage par les DADS de la main d'œuvre la plus précaire de l'entreprise (ayant moins de 1 an d'ancienneté). De fait 90% des salariés interrogés dans COI ont un CDI. Pour dépasser cette limite, on peut par exemple interroger des salariés ayant quitté l'entreprise pour laquelle ils ont été sélectionnés avec un questionnaire spécifique sur les difficultés d'insertion liées à la précarité. Par contre, pour ces salariés, l'information du volet « entreprises » ne sera pas disponible et on peut imaginer qu'il sera plus difficile à localiser car le changement d'entreprise a pu impliquer une mobilité géographique.

Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés :

- Dans le cadre de l'ACI « recomposition des temps de la vie » et d'une thèse, exploitation de l'enquête de la DARES « Étude de l'emploi des salariés selon l'âge » (ESSA).

On propose deux approches complémentaires qui devraient se recouper largement tout en gardant chacune son intérêt propre.

- l'une procède de façon inductive pour dresser une typologie des comportements des entreprises vis-à-vis des salariés âgés :

L'objectif de cette typologie est d'identifier de façon inductive des ensembles cohérents de pratiques dans la gestion des salariés âgés et de voir dans quelle mesure ils recourent des caractéristiques individuelles ou sectorielles des entreprises. On pourra procéder pour ce faire à une analyse en composante principale (analyse factorielle des correspondances). Les pratiques concernant les salariés âgés seront identifiées, dans cinq dimensions, en privilégiant les indicateurs suivants : recrutement, départs, formation, promotion, conditions de travail et, concernant les entreprises, l'activité, la situation, la perception des salariés âgés.

- l'autre teste une double hypothèse : ces comportements sont clivés selon qu'on a affaire à une gestion de type « marché interne » ou non ; dans une partie des entreprises à « marchés internes », ceux-ci ont été remis en cause par des chocs (technologiques, économiques) ou des déséquilibres (démographiques) ; cette « déstabilisation des marchés internes » est un facteur supplémentaire de dégradation de la position des salariés âgés

Ce test comporte deux étapes : différenciation des entreprises selon qu'il y a marché interne prédominant ou non ; étude de l'impact de différents chocs sur la gestion des salariés âgés selon qu'on part d'un fonctionnement de marché interne ou non.

On examinera les effets de deux types de chocs : (i) une accélération/un rythme rapide du progrès technique, identifié par de récents changements dans la technologie ou l'organisation du travail, (ii) un rétrécissement/un horizon court de prévision de l'activité. On examinera également les effets d'un déséquilibre, (iii) le vieillissement de l'entreprise, remettant en cause la « subvention implicite » des salariés jeunes vers les salariés âgés.

L'hypothèse à tester est que ces chocs ou ce déséquilibre ont un impact aggravé sur la situation relative des salariés âgés lorsqu'on part d'un fonctionnement de marché interne. La stratégie empirique sera donc celle d'une « différence-de-différence » où on comparera quatre groupes d'entreprises : celles avec marché interne touchées par le choc (ou le déséquilibre) ; celles avec marché interne non touchées ; celles sans marché interne touchées ; celles avec marché interne non touchées.

Les différences entre les deux derniers groupes donnent l'impact du choc sur la gestion des salariés âgés. La différence de ces différences avec les différences entre les deux premiers groupes est interprétée comme l'impact propre de la « déstabilisation des marchés internes ». En particulier et pour donner un exemple, on s'intéressera aux départs des salariés plus âgés, qui dans le cas d'une déstabilisation des marchés internes devraient être plus nombreux. On s'attend à avoir des licenciements nombreux des salariés âgés (avec ou sans utilisation des dispositifs publics de cessation anticipée d'activité), alors que dans le « groupe de contrôle » (entreprises sans marchés internes), le licenciement sélectif des plus âgés n'aura lieu que s'il est rendu attractif par le couplage avec l'utilisation de dispositifs publics.

- Exploitation secondaire des enquêtes françaises Conditions de travail (1984, 1991 et 1998), TOTTO (1987, 1993), COI et EAE-Industrie (1991-1997) dans le cadre de recherches sur l'intensification du travail et les performances économiques

- L'exploitation de la première enquête COI salariés se poursuit dans le cadre du projet « Autonomie et communication dans le travail », notamment à travers des appariements avec d'autres fichiers statistiques (REPONSE). Ses données seront également utilisées pour un projet d'analyse de l'impact des organisations sur les carrières salariales.

- Fichier historique de l'ANPE (noyau statistique au 1/10ème). Ce fichier est utilisé pour estimer des durées de chômage dans le but de tester l'interprétation en termes de file d'attente de la structure des taux de chômage par niveau de scolarisation.

- Enquête TDE (Trajectoire des demandeurs d'emploi) de la Dares et Fichier national des Assedic et Fichier historique de l'ANPE correspondant à l'échantillon. Ces fichiers sont exploités pour étudier le mécanisme d'incitation à la reprise d'activité réduite de l'Unedic.

- Panel des sortants du RMI (Insee). Ces données sont utilisées pour analyser les effets des minima sociaux sur les comportements d'activité, en collaboration avec David Margolis (CNRS).

Aspects particuliers du programme 2003

Aspects européens

Prolongement de l'analyse secondaire de l'enquête européenne sur les conditions de travail de la Fondation européenne de Dublin :approfondissement de la comparaison européenne des formes d'organisation du travail.

Suivi du programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Agence nationale pour l'emploi - ANPE

Direction des études et statistiques

1. Introduction

Né en 1998, l'Observatoire de l'ANPE a pour objectif de mettre à profit le capital d'information sur le marché du travail, extrêmement riche, dont l'Agence dispose « naturellement » de par son rôle de médiateur. En analysant et en diffusant cette information, la Direction des Etudes et Statistiques entend tirer des enseignements utiles au réseau de l'ANPE comme à ses partenaires institutionnels.

L'Observatoire propose trois types de produits :

1. - des publications sous formes de « *Cahiers* » ou d' « *Essentiels* », mises à disposition du public
2. - un outil de veille documentaire sur le marché de l'emploi, à usage principalement interne
3. - un colloque bisannuel intitulé « Les Entretiens de l'Emploi », dont la troisième édition aura lieu en mars 2003 et sera consacrée au thème des transitions et trajectoires sur le marché du travail.

Le travail d'étude et de publication statistique diffusé dans les publications de l'Observatoire porte sur 3 champs de préoccupations :

- 1 - l'activité et l'emploi : l'évolution et les modalités de l'offre de travail ;
- 2 - le marché du travail et les marchés du travail par métier : équilibres, déséquilibres et intermédiation ;
- 3 - la connaissance des publics : les demandeurs et leurs trajectoires.

Sur tous ces champs, le programme de travail pluriannuel de l'Observatoire poursuit deux objectifs :

- le développements d'une production d'études et de statistiques récurrentes fondée sur des enquêtes périodiques ou sur des exploitations statistiques des bases de données de l'Agence ;
- l'approfondissement chaque année d'un ou deux thèmes particuliers donnant lieu à des productions ponctuelles de données ou d'études.

1.1 – Statistiques et enquêtes récurrentes.

En 2003 la production d'information statistique récurrente devrait comprendre principalement :

- pour mémoire : la publication sous double timbre DARES-ANPE des statistiques mensuelles du marché du travail dans la Série *Premières Information* de la DARES ;
- la poursuite de la publication sous double timbre DARES-ANPE de statistiques trimestrielles sur les tensions sur le marché du travail (dans la série *Premières Synthèses*) ;
- la publication trimestrielle de données d'enquête sur la reprise d'emploi des demandeurs sortis. Issues d'une enquête co-produite par l'UNEDIC, la DARES et l'ANPE chaque trimestre depuis juin 2001, ces données viendront compléter la statistique du marché du travail. Car chaque mois, la publication des flux sortants du chômage par motif laisse apparaître l'imprécision de l'information statistique construite sur les seules bases administratives : plus de la moitié des sorties sont sans motif défini (demandeurs absents au contrôle). L'enquête fournit des estimations trimestrielles des véritables motifs de sortie et ce, de façon à éclairer plus précisément la question centrale de la reprise d'emploi tant quantitativement que qualitativement (type de contrat, type d'emploi...) ;

- pour la quatrième fois, une étude annuelle intitulée “ Les métiers qui bougent ”. Cette publication analyse des indicateurs d'évolution des familles professionnelles, construits sur la base du fichier historique des demandeurs d'emploi et permettant d'apprécier l'évolution des marchés du travail par métier en termes de fluidité, de rotation, d'insertion ou de précarité ;
- le développement de “ portraits statistiques ” par catégories de publics de demandeurs d'emploi. Les premières publications ont porté sur le chômage des femmes et le chômage des personnes handicapées. Ces publications seront actualisées et d'autres publics seront étudiés : les Rmistes, les chômeurs de longue durée, les chômeurs de plus de 50 ans.

Le dispositif d'enquête annuelle sur les anticipations des entreprises en matière d'activité et d'embauche (qui a déjà donné lieu à 6 vagues d'enquête) sera rénové.

1.2 – Etudes ponctuelles

Les études ponctuelles porteront principalement sur la mesure d'impact du dispositif PAP-ND.

2. Travaux nouveaux ou rénovés

Programme non défini.

3. Opérations répétitives

Les productions statistiques récurrentes seront poursuivies (cf.partie I). Sauf mention contraire, elles sont annuelles :

- statistiques mensuelles du marché du travail (DARES/ANPE) ;
- indicateurs trimestriels sur les tensions sur le marché du travail (DARES/ANPE) ;
- Enquête anticipations des entreprises (dispositif à rénover) ;
- Métiers qui bougent ;
- Portraits statistiques des demandeurs d'emploi :
 - femmes,
 - chômeurs de longue durée,
 - Rmistes,
 - Personnes handicapées,
 - Chômeurs de plus de 50 ans.
- Enquête trimestrielle sur les sorties du chômage.

4. Allégement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2002

5.1 Aspects régionaux et locaux

Pas d'évolution.

5.2 Aspects « environnement »

Sans objet.

5.3 Aspects européens

Pas de programme établi.

6. Liste des publications

L'OBSERVATOIRE DE L'ANPE

<i>INTITULE</i>	<i>SORTIE</i>	<i>Série</i>	<i>Thème</i>
Les Difficultés de recrutement : dossier documentaire	février 01	<i>Les Essentiels</i>	Dossier Doc.
Les anticipations des entreprises pour 2001 - Enquête de décembre 2000	mars-01	<i>Les Essentiels</i>	Emploi & Activité
Les Difficultés de recrutement : tensions et réajustements sur le marché du travail	mars-01	<i>Les Cahiers</i>	Emploi & Activité
Les métiers qui bougent	avril-01	<i>Les Essentiels</i>	Métiers
Le chômage des personnes handicapées – portrait statistique	Juin 01	<i>Les Essentiels</i>	Publics
Les Centres d'appel : dossier documentaire	Juin 01	<i>Les Essentiels</i>	Dossier Doc.
Les emplois difficiles à pourvoir et les établissements recruteurs	octobre 01	<i>Les Essentiels</i>	Emploi & Activité
Les Actes des Deuxièmes Entretiens de l'Emploi : Le recrutement dans le nouveau contexte économique et technologique	octobre 01	<i>Les Cahiers</i>	Actes
Les anticipations des entreprises 2002 - Enquête novembre 2001	février -02	<i>Les Essentiels</i>	Emploi & Activité
Les demandeurs d'emploi bénéficiaires du RMI – portrait statistique	juin 2002	<i>Les Essentiels</i>	Publics
Les métiers qui bougent	juin 02	<i>Les Essentiels</i>	Métiers
Les Rmistes inscrits à l'ANPE - portrait statistique	avril 02	<i>Les Essentiels</i>	Publics
Chômage et territoire : cartographie 2001	juillet 02	<i>Les Cahiers</i>	Emploi & Activité
Les Canaux de recrutement	mai 02	<i>Les Essentiels</i>	Emploi & Activité
La Précarité : dossier documentaire	à paraître	<i>Les Essentiels</i>	Dossier Doc.
Le chômage des personnes handicapées – portrait statistique	juin 02	<i>Les Essentiels</i>	Publics
Les Chômeurs de plus de 50 ans - portrait statistique	à paraître	<i>Les Essentiels</i>	Publics
Le Chômage des femmes - portrait statistique	à paraître	<i>Les Essentiels</i>	Publics

PUBLICATIONS SOUS DOUBLE-TIMBRE DARES-ANPE

<i>INTITULE</i>	<i>Série</i>
Le marché du travail (mensuel)	<i>Premières Informations</i>
Les tensions du marché du travail (trimestriel)	<i>Premières Informations</i>

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) Observatoire de l'emploi territorial

1. Exposé de synthèse

L'action du Centre National de la Fonction Publique Territoriale « Cnfpt » se situant sur le champ du recrutement, de l'emploi et de la formation professionnelle, l'établissement a développé, depuis 1991, l'observation et l'anticipation sur les emplois et les métiers territoriaux.

Par ailleurs, conformément à l'article 11 de la loi du 26 janvier 1984, les capacités d'observation, d'analyse et de prospective du CNFPT contribuent à donner au Conseil Supérieur de la FPT les moyens de son action.

Pour l'Observatoire de l'emploi territorial, l'année 2003 est une année de transition après une année 2002 des renouvellements des instances politiques qui dirigent le Centre National et le Conseil Supérieur.

Le calendrier de mise en place des instances politiques n'a pas permis de décider le programme de travail 2003.

Sous réserve de modifications ou d'ajouts ultérieurs d'études à la demande du Conseil Supérieur, le projet de programme qui est présenté ici, poursuit les travaux prévus et engagés en 2002.

Ce projet de programme finalise les objectifs de l'observatoire au regard des trois missions suivantes :

- consolider le système d'observation et de prospective de l'emploi et des métiers territoriaux,
- venir en appui aux missions de recrutement et de formation du Cnfpt,
- assurer la diffusion la plus large possible des informations statistiques

2. Travaux nouveaux pour 2003

- Approfondissement et poursuite de l'exploitation des enquêtes sur les perspectives démographiques des personnels territoriaux réalisées entre 2000 et 2002 :

- . état des lieux démographique et socioprofessionnel des emplois non titulaires de droit public.

- Parcours professionnels et parité dans la haute fonction publique territoriale (enquête 2002).

- Attractivité des concours de la Fpt : étude portant sur les candidats et les lauréats des concours d'attachés et d'ingénieurs territoriaux (enquête 2002).

- Les ressources humaines des nouvelles intercommunalités (enquête 2002).

- Enquête sur les emplois des collectivités territoriales par secteurs d'activité de la région Rhône-Alpes en partenariat avec l'INSEE Rhône-Alpes (sous réserve du visa du comité du label).

3. Opérations répétitives

L'enquête de conjoncture sur l'emploi territorial n°8

Cette enquête retrace, tous les ans et avec un délai de fabrication de trois mois, la situation et les grandes tendances de l'emploi territorial. Elle se fonde sur les réponses téléphoniques d'un panel de collectivités représentatives au niveau régional et sectoriel de l'emploi territorial.

Les Chiffres clés 2002 sur les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale relevant de la compétence du CNFPT pour les concours et la mobilité : ils présentent, chaque année, sous forme de fiches, pour les cadres d'emplois relevant de la compétence du CNFPT pour les concours et la mobilité, des indicateurs chiffrés sur les effectifs, les concours, les vacances et offres d'emplois.

Synthèse des bilans sociaux 2001

Réalisée à la demande du conseil supérieur de la fpt et en partenariat avec la DGCL.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises (collectivités territoriales)

Dématérialisation de la collecte d'informations

5. Aspects particuliers du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Les résultats des enquêtes et synthèses statistiques sont systématiquement déclinés par région administrative, par délégation régionale « CNFPT » et éventuellement par département et mis à la disposition de l'échelon géographique régional.

5.2 Aspects « Environnement »

Rien à signaler

5.3 Aspects européens

Rien à signaler

6. Liste des publications

Déjà parues

Tableau de bord 1999 – février 2000

Note de conjoncture n°5 – juin 2000

La filière technique : étude sectorielle – juin 2000

Pyramides des âges des cadres d'emplois : Perspectives d'évolution – premiers résultats – septembre 2000

Repères statistiques : Evolution des effectifs de la territoriale d'ici à 2020 – octobre 2000

Fonction publique territoriale : Perspectives démographiques – résultats régionaux – septembre 2001

Repères statistiques : Les emplois jeunes – avril 2001

Chiffres clés 2000 – octobre 2001

Note de conjoncture n°6 – mars 2002

Fonction publique territoriale : Perspectives démographiques – résultats par type de collectivité – octobre 2002

Note de conjoncture n°7 – octobre 2002

A paraître

Eléments de synthèse des rapports aux CTP sur l'état au 31/12/99 des collectivités territoriales – octobre 2002

Les non titulaires territoriaux, état des lieux socioprofessionnel et perspectives démographiques – décembre 2002

Extraits d'avant-projets de programmes statistiques 2003
présentés à d'autres formations du CNIS

(Pour information)

	page
Formation Agriculture	55
Formation Commerce, services	58
Formation Démographie, conditions de vie	59
Formation Éducation, formation	61
Formation Environnement	62
Formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie	63
Formation Santé, protection sociale	65
Formation Statistiques régionales et locales	71
Formation Transports, tourisme	72

Formation Agriculture

INSEE - Direction des statistiques d'entreprises Département de l'industrie et de l'agriculture - Division Agriculture

Travaux nouveaux

Au niveau des études, l'axe principal de travail concerne l'exploitation des fichiers fiscaux, si possible appariés avec des sources spécifiquement agricoles, afin d'étudier les revenus et plus généralement les variables financières :

. Source fiscale « ménages » (IR)

- L'année 2003 devrait être celle sur laquelle portera la prochaine opération d'appariement entre le RICA et les fichiers fiscaux de l'impôt sur les revenus (IR), après 1991 et 1997 (encore exploité aujourd'hui).

- L'examen des disparités pourrait être creusé du côté des ménages d'agriculteurs à faible revenus, notamment à partir de l'appariement RICA – IR sur 1997.

. Source fiscale des bénéficiaires réels agricole (BRA)

- L'année 2003 devrait voir l'exploitation de l'appariement avec le recensement agricole (RA 2000) qui devrait être réalisé, en collaboration avec le Scees, en 2002.

Publications

• Articles publiés à l'extérieur de l'Insee :

. « Les agriculteurs et les autres professions font de plus en plus bons ménages » N. DELAME.
Agreste cahiers n° 2 (juin 2001).

• Prévisions de publications pour 2002 :

Un numéro de la collection *Synthèses* consacré à l'étude de la dynamique des exploitations agricoles (juillet). Il comprend 14 articles regroupés autour des thèmes suivants : cadrage avec le RA2000, installation, agrandissement, emploi-revenu, financement, investissement-patrimoine. Divers organismes y ont contribué : Scees, CNASEA, MSA, Inra et Insee.

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA) Direction des statistiques et des études économiques et financières

Les travaux du département Statistiques de la CCMSA se distinguent par branche de législation et support statistique, parmi lesquels :

- **SISAL** (Système d'information des salariés agricoles)

Principales variables : employeurs, effectifs cotisants, entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales.

- **SIMPAT** (Système d'information de la prévention des accidents du travail des salariés)

Principales variables : organisme, employeur, victime, accident, rente.

Travaux nouveaux :

La MSA a été sollicitée par l'Institut national de la statistique et de études économiques (INSEE) pour une demande de partenariat dans le cadre du suivi annuel et conjoncturel de l'emploi. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'article 7bis de la loi du 7 juin 1951 qui autorise l'INSEE à exploiter à des fins statistiques les données administratives. Les données individuelles et anonymisées sont composées d'un descriptif des contrats de travail. La périodicité du flux d'information est annuelle.

Publications :

Économie agricole : salariés

Le travail salarié dans le système d'emploi agricole : une analyse des trajectoires professionnelles (septembre 1996, 36 pages, 18 francs) Le salariat agricole en 1995 (juin 1997, 9 pages, gratuit)
 Titre emploi saisonnier agricole : bilan quantitatif de l'année 1997 (septembre 1998, 12 pages, gratuit)
 Groupements d'employeurs et précarité de l'emploi (avril 1999, 9 pages, gratuit)
 Gros plan sur un secteur d'activité agricole : les contrats à durée déterminée dans la viticulture en 1997 (juin 1999, 16 pages, gratuit)
 Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les contrats de travailleurs occasionnels en 1997 (août 1999, 26 pages, gratuit)
 Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les apprentis dans le régime agricole en 1997 (octobre 1999, 20 pages, gratuit)
 Les emplois à durée indéterminée. Analyse de la mobilité des salariés en CDI dans le régime agricole (avril 2001, 52 pages)
 Tableau de bord de l'emploi (avril 2001, 326 pages)
 Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Etude. (décembre 2001, 37 pages)
 Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 4 pages)
 L'exonération partielle de cotisations sociales des jeunes agriculteurs de 1995 à 2000. Synthèse (décembre 2001, 4 pages)
 La distribution des salaires en agriculture en 1999. Etude. (janvier 2002, 33 pages)
 La distribution des salaires en agriculture en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 5 pages)

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Articles parus dans OES mensuel en 2001

Economie agricole	<p>→ Actifs agricoles : 1,3 million de cotisants "temps plein" au régime agricole en 1999. Les actifs non salariés représentent 54 % des actifs agricoles et les actifs salariés "Equivalents temps plein" représentent 46 %.</p>	JANVIER 2001 N°71
	<p>→ La filière bois-forêt : soumise à une forte rotation de ses effectifs salariés, elle fait l'objet d'une série de mesures dans le projet de loi d'orientation forestière. 46 % des salariés présents en 1997 dans la filière bois l'ont quittée en 1999.</p>	FEVRIER 2001 N°72
	<p>→ Les emplois à durée indéterminée : 37 % de contrats CDI ont concerné moins de 12 mois d'activité sur l'année 1999 au régime agricole. Le secteur "culture et élevage" a totalisé le plus grand nombre de CDI, suivi par le secteur tertiaire agricole.</p>	AVRIL-MAI 2001 N°74
	<p>→ Les conjoints collaborateurs : 82 055 cotisants en 2000. Le nombre cumulé de conjoints collaborateurs et de conjoints participant à l'exploitation évolue de + 2,2 % en</p>	JUIN 2001 N°75

2000 par rapport à 1999 après une évolution de - 10 % par an pendant les années 90.

Economie agricole

→ **La rémunération horaire brute d'un emploi en production agricole est de 51,9 francs de l'heure en 1999 mais un emploi sur 2 est rétribué moins de 45,4 francs de l'heure.**

NOVEMBRE 2001 N°78

Un CDD a en moyenne une rémunération horaire supérieure de 26 % à celle d'un CDI qui est de 45 F de l'heure.

→ **La filière cheval : 4 692 employeurs, 19 604 salariés en 2000.**

DECEMBRE 2001 N°79

Le nombre d'employeurs représente 2,5 % de l'ensemble des employeurs de main d'œuvre du régime agricole, les emplois agricoles représentent 1,7 % des emplois équivalents temps plein.

Formation Commerce, services

Premier ministre - Direction du développement des médias (DDM) Département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias

L'emploi et les salaires

Un projet d'exploitation des déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour améliorer la connaissance de l'emploi et des salaires dans le secteur des médias sera prochainement mis en œuvre, dès que le département statistique de la DDM pourra accéder à cette source.

Secrétariat d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services Sous-direction des activités commerciales, artisanales et de services

La connaissance économique des entreprises artisanales est assurée par des exploitations sur les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs des métiers et comptant moins de 20 salariés (ce seuil était de 16 salariés, il a été porté à 20 à partir de 2000). Les exploitations sont assurées à partir de la base SUSE de données fiscales ainsi que la base « Fichier réduit d'enquêtes d'entreprises » (FREE) établie par la DEcas ; cette base rassemble l'essentiel des données des enquêtes d'entreprises (EPEI et enquêtes annuelles) et est complétée par des ratios issus de SUSE pour les données absentes pour les petites entreprises. Sont également utilisés pour l'emploi les fichiers DADS, UNEDIC, l'enquête Emploi. Le suivi de la politique de l'emploi est assuré par l'exploitation des fichiers de la DARES.

Opérations répétitives

- Exploitation des fichiers DADS
- Exploitation des fichiers de l'UNEDIC
- Exploitation de l'enquête « Emploi » et du Recensement de la Population
- Exploitation des fichiers de suivi de la politique de l'emploi de la DARES

Formation Démographie, conditions de vie

Ministère de la culture et de la communication Département des études et de la prospective (DEP)

Exposé de synthèse

Le programme 2003, comme ceux des années précédentes donne la priorité aux travaux liés à des enjeux de politique culturelle : **emploi culturel**, publics de la culture, enseignement et éducation artistiques. Aux études et enquêtes relatives à ces thèmes, dont les deux premiers étaient présents dans le programme 1999/2003, s'ajoute un programme de mise en œuvre d'un répertoire des unités d'activités culturelles qui constituera un outil de coordination des travaux statistiques et une base générale d'enquêtes auprès des entreprises et des établissements du secteur culturel.

Travaux nouveaux

- Le programme de connaissance des professions artistiques et culturelles qui a déjà étudié les professions de comédien, de musicien et de plasticien sera développé en 2002/2003 par une enquête auprès des danseurs.

Par ailleurs, en collaboration avec le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, une exploitation systématique des sources statistiques disponibles permettra de dresser un premier état des lieux de la place des femmes dans les professions culturelles et de définir les besoins d'études nouvelles sur cette question.

Opérations répétitives

- Etablissement de statistiques annuelles sur l'emploi culturel : exploitation du recensement de la population, de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE, du fichier des demandes d'emplois de l'ANPE, du fichier des intermittents du spectacle de la Caisse des congés spectacles et développement d'une exploitation des DADS.

Liste des publications

Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel (publications disponibles au DEP) :

- L'emploi dans le secteur de la culture en 2000 d'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE
- L'emploi dans les professions culturelles en 2000 d'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE

Institut national d'études démographiques (INED)

Suite aux premiers tests sur chacun des volets (volet individuel et volet employeur), l'Ined va poursuivre avec l'INSEE la réalisation de tests de procédures sur l'enquête *Familles et employeurs* en 2003. En particulier, le volet individuel va être mis en place sous CAPI. Pour le volet employeur, la définition du protocole de collecte sera décidée entre les trois principaux partenaires (INED, INSEE, DARES) début 2003. On pourra dès lors envisager un passage en formation pour avis d'opportunité et préciser un calendrier compatible avec la charge de travail de l'INSEE pour la date de l'enquête en vraie grandeur (début ou mi 2004).

Ministère des sports

Direction du personnel et de l'administration - Mission statistique

La formation du nouveau gouvernement en mai 2003 s'est traduite par la séparation des domaines "jeunesse" et "sport" dans deux départements ministériels. Cependant la mission statistique devrait conserver les mêmes objectifs, réalisant pour l'essentiel des travaux sur le sport, notamment l'élaboration d'un compte du sport, et menant, en tant que de besoin, des travaux sur la jeunesse et l'éducation populaire pour le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.

L'Observatoire national des métiers et de l'animation du sport (ONMAS) qui a pour mission « de conduire des enquêtes qualitatives et quantitatives en matière d'emploi et de formation dans le domaine des métiers de l'animation et du sport », est sous la double tutelle : éducation nationale d'une part, sports de l'autre.

Travaux nouveaux

Enquête sur la situation des sportifs de haut niveau

Une enquête sur le suivi socioprofessionnel des sportifs de haut niveau pourrait être menée en 2003 : une expérience a déjà été conduite en 2000 sur ce thème à partir de la base de données administrative sur les sportifs de haut niveau, gérée par le ministère.

Opérations répétitives

Les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère

Les diplômes sportifs ou d'animation, qui comportent pour certains un grand nombre de spécialités, sont délivrés par les directeurs régionaux. Les résultats sur les diplômes font l'objet d'un recensement annuel auprès des DRDJS.

Les emplois jeunes du champ « Jeunesse et sports »

Une exploitation d'un extrait du fichier CNASEA /DARES transmis trimestriellement par la DARES permet de repérer les catégories d'employeurs, la nature des contrats et le profil des bénéficiaires dans le champ « jeunesse et sports » tel qu'il a été défini par l'instance d'évaluation.

Publications

Stat Info

Le 4 pages *Stat-Info* est disponible sur le site INTERNET du ministère.

« L'insertion socioprofessionnelle des sportifs de haut niveau » (n°02-01 de janvier 2002).

Formation Éducation, formation

CEREQ

Département Formation continue (DFC)

Collecte et exploitation de l'enquête administrative (DGEFP) des déclarations des dépenses de formation continue des entreprises (24-83).

Formation Environnement

Institut français de l'environnement (IFEN)

Travaux nouveaux

Du côté de l'emploi, des formations et des métiers, l'observatoire ORME reprendra des travaux interrompus en 2000 sur l'adéquation des formations à l'environnement et leurs débouchés. Pour ce faire, une réactualisation de l'inventaire de ces formations sera une priorité.

Publications

Les données de l'environnement

N° 64 - mars 2001

Emplois environnement : des stratégies différentes selon les employeurs

Rapports de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (prévision 2002)

Emploi et environnement

Formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie

Ministère de la défense Observatoire économique de la défense (OED)

Le recensement des agents de la défense :

Dans le cadre du recensement annuel par l'INSEE des agents de l'Etat, l'OED est amené à élaborer régulièrement un dénombrement exhaustif des agents civils et militaires du ministère de la défense à partir des fichiers individuels de paye, et à saisir ainsi certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc..). Les données, collectées au niveau le plus fin, font l'objet d'exploitations systématiques et d'une diffusion partielle pour les données agrégées vers les services fournisseurs. Celles-ci sont largement reprises dans l'*Annuaire statistique de la défense*. A partir de 2003, il est prévu de récupérer directement les données sur les civils travaillant pour la Défense dans les fichiers de la Comptabilité Publique.

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales Direction des affaires financières - Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) Sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires

Les exploitations de données administratives en complément des données d'enquêtes, mises en sommeil en 2001 faute de moyens, sont relancées en 2002. Elles devraient atteindre un régime de croisière en 2003. Il s'agit des données comptables issues des fichiers fiscaux BIC pour les petites entreprises sous le seuil d'interrogation des enquêtes annuelles d'entreprise du SCEES, et dans un second temps des données sur l'emploi salarié dans les établissements (déclarations annuelles de données sociales DADS).

L'exploitation des données sur l'emploi salarié par établissement issues des DADS (déclarations annuelles de données sociales), elle aussi mise en sommeil, sera relancée courant 2003, avec comme objectif la production de données annuelles d'emploi salarié aux niveaux régional et infra-régional quelle que soit la taille des établissements employeurs. Des premières séries devraient être disponibles en 2003.

Ministère délégué à l'industrie Direction générale de l'industrie, des technologies de l'information et des postes Service des études et des statistiques industrielles (SESSI)

Seront poursuivies en 2003 des études à partir des sources fiscales notamment sur le financement et les performances des entreprises ; par ailleurs, l'utilisation des DADS, engagée depuis 2002, sera amplifiée que ce soit dans le cadre de la régionalisation de l'EAE-I ou dans un cadre d'études (analyses sur les rémunérations, les qualifications et la structure par âge des emplois dans l'industrie, liens avec les performances économiques, à la demande notamment du ministère de l'industrie).

L'accès aux fichiers des DADS et des sources fiscales permettra un développement notable, en 2002 et surtout en 2003, des analyses et des études, notamment sur la qualification des emplois, sans alourdir la charge statistique des entreprises. Plus généralement l'ensemble des travaux engagés dans le cadre d'un plus grand recours aux sources administratives conduira à terme à un allègement sensible de la charge de réponse ; toutefois l'ampleur de l'allègement dépendra de l'arbitrage qui sera fait vis à vis de la qualité désirée (précision, fiabilité, pertinence des données, délais de production des résultats, etc.).

Formation Santé, protection sociale

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS) Direction des statistiques et des études (DSE)

Les études nouvelles

Les études initiées en 2002 seront poursuivies en 2003, en particulier celles sur les caractéristiques des professionnels de santé particulièrement actifs.

Nous disposons, avec les SNIR-PS, de la possibilité d'étudier les trajectoires individuelles des professionnels de santé, toujours sur le moyen terme, c'est à dire depuis 1988. Cet ensemble de données fournit la base d'une étude sur les profils de carrière des professionnels de santé (activités, honoraires) et comme l'EPAS, sur les effets de génération perceptibles. Il fournit en outre la possibilité d'analyser les stratégies d'implantation géographique des médecins et leur évolution dans le temps. Sur la base d'hypothèses de comportement rationnelles, testées sur le passé, il serait alors possible d'améliorer, au niveau géographique, les modèles de projection démographique existant ailleurs.

L'exploitation du SNIR-PS est revue dans une perspective de diffusion de données directement utilisables par les statisticiens : la diffusion de ces données se fait désormais principalement sur CD-ROM.

Les publications 2001-2002

Les carnets statistiques

LE SECTEUR LIBÉRAL DES PROFESSIONS DE SANTÉ EN 1999

n° 107	Médecins, Chirurgiens-Dentistes, Sages-Femmes Laboratoires et Auxiliaires médicaux	(05/2001)
n° 107bis	CD-ROM - SNIR 3 – Démographie et activité des professions de santé du secteur libéral Années 1999 (EXCEL 97)	(05/2001)

LE SECTEUR LIBÉRAL DES PROFESSIONS DE SANTÉ EN 2000

n° 108	Médecins, Chirurgiens-Dentistes, Sages-Femmes Laboratoires et Auxiliaires médicaux	(03/2002)
---------------	---	-----------

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS) Direction des risques professionnels (DRP)

La Direction des risques professionnels de la CNAMTS poursuit en 2003 la production de ses principales publications annuelles ou trimestrielles :

- *Statistiques financières et technologiques des accidents du travail* et son annexe *Statistiques technologiques des accidents du travail et des maladies professionnelles Remarques* ;
- *Statistiques trimestrielles des accidents du travail.*

Par ailleurs, la Direction des risques professionnels lancera les projets suivants en 2003 :

- Enrichissement des publications existantes, listées ci-dessus, par la création de nouveaux documents ainsi que par le recours aux outils offerts par la technologie "internet" ;
- Dans le cadre de la poursuite de sa collaboration avec Eurostat, la Direction des risques professionnels mènera une réflexion sur la mise en œuvre d'une codification détaillée des causes et circonstances des accidents du travail. Cette réflexion portera sur les possibilités de recueil des informations, sur le champ de recueil et sur la diffusion de l'information ;
- Par ailleurs, dans un souci d'amélioration de la connaissance de la branche "accidents du travail et maladies professionnelles", la Direction des risques professionnels lancera la constitution de panels sur les victimes d'accidents ou de maladies d'origine professionnelle.

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales **Département de la démographie - Division Enquêtes et études démographiques**

L'enquête "Construction des Identités" (approche multidimensionnelle des identités individuelles déterminées par le sexe, la langue parlée, le lieu de naissance, le lieu de résidence, la profession, le groupe social ...) sera réalisée sur le terrain au tout début de l'année 2003. La fin de l'année 2003 sera consacrée à la préparation des fichiers et aux toutes premières exploitations.

Cette enquête novatrice vise, par entretien auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des individus de 18 ans et plus, à mesurer, décrire et hiérarchiser les différentes composantes du lien social. Elle cherche à analyser comment chaque individu s'insère dans la société tout en affirmant son individualité et sa singularité, en fonction de l'appartenance à des groupes sociaux (famille, profession, lieu de résidence, ...) mais aussi en fonction de son histoire (mobilité géographique ou sociale notamment) et de caractéristiques plus personnelles comme l'état de santé. Sa préparation et sa réalisation se font en partenariat étroit avec l'INED, l'INSERM, les ministères des affaires sociales, du travail, de la culture et la délégation interministérielle à la ville. Après un test de grande ampleur en 2002, la collecte aura lieu au 1^{er} trimestre 2003 auprès d'un échantillon d'environ 8 000 personnes.

Publications

La mobilité géographique et la promotion professionnelle des salariés, une analyse par aire urbaine - Ch.Brutel, M. Jegou et C. Rieu , *Economie et Statistique*, n°336, 2000-6, Janvier 2001.

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales **Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages - Division Conditions de vie des ménages**

Publications

Enquête sur le devenir des personnes sorties du RMI (1997-1998)

Titre	Support	Enquête
L'insertion professionnelle des allocataires du RMI : des débouchés difficiles après un emploi aidé	<i>Solidarité Santé</i> , janvier 2001	Vagues janv-fév 1998 et septembre 1998

Titre	Support	Enquête
Recherche d'emploi et insertion professionnelle des allocataires du RMI Les allocataires du RMI : moins d'isolés au sens familial et social que dans la statistique administrative Contrat d'insertion et sortie du RMI RMI et revenus du travail : une évaluation des gains financiers à l'emploi Aide au logement et emploi Salaire de réserve, allocations chômage dégressives et revenu minimum	<i>Economie et Statistique n°346-347 2001 6-7</i>	Vagues janv-fév 1998 et septembre 1998
Le retour à l'emploi des allocataires du RMI : les enseignements de l'enquête sur le devenir des personnes sorties du RMI	<i>DREES, dossiers solidarité et santé, n°1, janvier-mars 2002.</i>	Vague janv-fév 1998

Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité
Ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Travaux nouveaux

- Enquête sur l'organisation du travail auprès d'actifs occupés des établissements de santé :

L'enquête cherche à cerner les conditions et l'organisation du travail des principales catégories professionnelles de travailleurs qu'on rencontre dans les établissements de santé publics et privés, à l'exception des actifs non salariés occasionnels (médecins et professionnels libéraux non exclusifs des cliniques). Terrain début 2003.

- Suivi-évaluation des accords sur le passage aux 35 heures dans les établissements sanitaires et sociaux :

Les établissements sociaux, médico-sociaux et sanitaires privés non lucratifs ont passé des accords d'application des 35 H qui devaient, pour bénéficier de l'aide de l'État, être agréés par une commission nationale mise en place par la Direction de l'Action Sociale. La DREES a mis en place, dès le 1^{er} trimestre 2000, un suivi statistique du contenu de ces agréments et des motifs de non agrément.

Outre le suivi statistique, la DREES a fait réaliser une étude monographique sur les conditions de la négociation et de la mise en œuvre de ces accords dans l'ensemble du secteur privé.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière, une enquête sur les conditions de négociation et de mise en place des accords a été réalisée fin 2002. Elle fera l'objet d'une publication en 2003.

En outre, une étude qualitative a été mise en œuvre dont les premiers résultats seront publiés dans le courant du premier semestre 2003.

- Harmonisation des données de démographie des professionnels de santé :

Les travaux d'harmonisation des données de démographie se poursuivent sur les professions paramédicales et en particulier les infirmiers, afin de préparer la construction d'un modèle national de prévision des effectifs (au niveau national, par mode d'exercice). Les sources examinées seront Adeli, l'enquête Emploi, le recensement, le SNIR, SAE et SPE.

Le suivi statistique du projet de refonte du répertoire Adeli sera assuré par la DREES, la DHOS exerçant la responsabilité du projet d'ensemble.

- Harmonisation des données diffusées par la DREES :

On sensibilisera les DRASS à l'intérêt de publier les mêmes chiffres identiques dans les publications nationales et régionales. L'utilisation des CD-ROM contenant les bases redressées sous format SAS sera vivement encouragée.

- Modèles de projection démographique des professionnels de santé :

Des modèles nationaux de projections démographiques sont en cours d'actualisation ou de création pour les infirmiers, les sages-femmes, les masseurs kinésithérapeutes et les autres professions paramédicales. Les données de scolarisation, d'utilisation du diplôme, et de cessation temporaire ou définitive d'activité devront être au préalable examinées. La méthodologie du modèle régional de projection démographique des médecins fera l'objet d'une publication.

- Évaluation des revenus complets des médecins :

Elle s'appuiera d'une part sur les résultats de l'enquête sur les revenus, les charges et l'organisation en groupe des médecins faite en collaboration avec la CNAMTS, et d'autre part sur l'enquête revenus fiscaux de l'INSEE. Il s'agira d'estimer les revenus issus d'une autre activité que l'activité libérale

- Remontées des Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel :

La DREES assure un suivi trimestriel des demandes d'attribution de l'Allocation aux Adultes Handicapés, et des décisions des COTOREP.

En 2001 ont été testées des extractions des bases de données des COTOREP (sur 5 départements). Ces extractions sont en 2002 étendues à l'ensemble des COTOREP après avis de la CNIL, et en liaison avec la mission d'appui au fonctionnement des COTOREP, la Direction Générale de l'Action Sociale et la Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elles permettront d'analyser l'activité des commissions, qu'il s'agisse de celle liée à la formation et à l'insertion professionnelle ou de celle liée à l'attribution de prestations et aux orientations vers le secteur médico-social. A la suite d'une période de recouvrement permettant de vérifier la cohérence des résultats, les remontées spécifiques sur l'AAH pourraient ensuite être abandonnées.

La DREES participe également à la refonte du système d'information des COTOREP engagée à l'automne 2000.

- Congés de paternité et maternité :

Le congé paternité, jusqu'à présent de 3 jours, a été porté depuis janvier 2002 à deux semaines. Financé par la branche famille et attribué sous forme d'indemnités journalières, ce congé est indemnisé à hauteur de 80 % du salaire brut dans la limite du plafond de la sécurité sociale.

Au-delà de la mesure de la montée en charge à travers des indicateurs statistiques, une enquête qualitative sera réalisée, permettant d'apprécier les motifs de recours ou de non recours des pères au congé maternité, et, lorsque ce congé est pris les conséquences de celui-ci sur la vie professionnelle et familiale. L'enquête est constituée par trois séries d'entretien complémentaires menés, d'une part auprès de pères ayant bénéficié du congé paternité même partiellement (une trentaine d'entretiens selon 16 figures types constituées selon des critères d'âges, de statut professionnel, de catégorie sociale et de situation face à la paternité) ; d'autre part auprès des conjointes de ces pères (une trentaine d'entretiens réalisés séparément de celui du père) et enfin, auprès de pères qui n'ont pas l'intention de prendre leur congé paternité (une trentaine de pères selon 16 figures types). Réalisée en 2003, elle a pour objectif de disposer d'éléments à la fois sur les conditions dans lesquelles sont pris ou ne sont pas pris les congés maternité et paternité et sur les pratiques et les usages pendant ces congés.

Opérations répétitives

INTITULÉ	NATURE DE L'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES
ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS				
Personnel technique des départements	Enquête auprès des départements	Les départements	Exhaustif	Effectif du personnel médical, paramédical et social à temps plein et à temps partiel par profession, personnel du département et personnel conventionné
Personnels techniques des DDASS	Enquête auprès des DDASS	DDASS	Exhaustif	Effectif du personnel médical, paramédical et social à temps plein et à temps partiel par profession.

Publications

Document de travail (non périodique - diffusion limitée, gratuite) :

Série Etudes

- n° 22 - mars 2002

La régulation des professions de santé – études monographiques – Allemagne, Royaume-Uni, Québec, Belgique, Etats-Unis – Rapport final

Yann Bourgueil, Ulrike Dürr, Gérard de Pouvourville, Sophie Rocamora-Houzard

Série Statistiques

- n° 30 - février 2002

Projections médecins 2002-2020 - Hypothèse numerus clausus 4 700 et 1 843 postes d'internes

Daniel Sicart

- n° 33 - mai 2002

Les professions de santé au 1^{er} janvier 2002 - répertoire ADELI

Daniel Sicart

- n° 37 - juin 2002

La formation aux professions de la santé en 2000-2001

François Delaporte

- n° 38 - juin 2002

La formation aux professions sociales en 2000-2001

François Delaporte

Etudes et résultats (hebdomadaire - diffusion gratuite à la DREES) :

- n° 156 - février 2002

Un exercice de projection de la démographie médicale à l'horizon 2020 : les médecins dans les régions et par mode d'exercice

Serge Darriné

- n° 157 - février 2002

L'évolution du revenu libéral des médecins entre 1993 et 1999

Sophie Audric

- n° 161 mars 2002

La démographie médicale à l'horizon 2020 : une réactualisation des projections à partir de 2002

Xavier Niel

- n° 169 - avril 2002

La mobilité des professionnels de santé salariés des hôpitaux publics

Sophie Audric et Xavier Niel

- n° 171 - mai 2002

La réduction du temps de travail dans les établissements privés sanitaires, médico-sociaux et sociaux

Blanche Segrestin, Dominique Tonneau

Formation Statistiques régionales et locales

Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales - Direction générale des collectivités locales (DGCL) Département des études et des statistiques locales

En collaboration avec le centre national de la fonction publique territoriale, la DGCL poursuivra l'exploitation statistique des rapports établis par les collectivités dotées d'un CTP au 31 décembre 2001.

Elle participera par ailleurs aux travaux de l'Observatoire de l'emploi public.

Formation Transports, tourisme

INSEE - Direction des statistiques d'entreprises Département des activités tertiaires - Pôle Tourisme

Exposé de synthèse

Sur le champ du tourisme couvert par l'INSEE, les recommandations du Conseil pour le moyen terme 1999-2003 portaient sur deux points : la couverture statistique de la fréquentation touristique des hébergements collectifs, et la mesure d'impact du tourisme sur l'économie et l'emploi des régions.

La mesure de l'impact économique du tourisme a progressé avec la mise à disposition des directions régionales de l'INSEE d'une méthode d'estimation de l'emploi salarié lié au tourisme. Plus d'une quinzaine de régions métropolitaines ont déjà mis en oeuvre cette méthode et publié des estimations. L'Ile-de-France et les DOM constituent des cas à étudier spécifiquement en raison d'une saisonnalité moins évidente de leur fréquentation touristique.

Travaux nouveaux

- Evaluation de l'emploi lié au tourisme

L'évaluation de l'emploi salarié lié au tourisme a été menée dans 17 régions métropolitaines selon une méthodologie mettant en oeuvre la source DADS. Compte tenu de l'expérience accumulée, cet outil sera rénové au premier semestre 2003, pour l'adapter aux évolutions techniques de la source et améliorer la pertinence des résultats obtenus.

Une approche différente de la mesure de l'emploi dans le tourisme a été tentée en Languedoc-Roussillon en 2001 : elle repose principalement sur une décomposition assez fine des dépenses des touristes. Ce type d'information devrait pouvoir relever de l'élaboration du Compte satellite du Tourisme. En raison des hypothèses nécessaires, un tel travail ne peut fournir que des données annuelles de cadrage ; mais il est très complémentaire de l'approche utilisée pour évaluer l'emploi salarié lié à la fréquentation touristique qui permet une analyse temporelle, géographique et sectorielle de ces emplois. Cette méthodologie permet aussi une évaluation de l'emploi non salarié.

Ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Direction des affaires économiques et internationales Service économique et statistique (SES)

Dispositif annuel d'information concernant les compagnies aériennes françaises.

Réalisée par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) sur les trafics (passagers, fret et poste), l'utilisation de la flotte et les effectifs.

Personnel de la marine marchande

Exploitation de documents administratifs, réalisée par la direction des affaires maritimes et des gens de mer (DAMGM) : répartition des effectifs par âge, emploi, qualification, secteur d'activité.

Emploi maritime au commerce

Enquête réalisée par la DAMGM auprès des principales entreprises françaises de transport maritime. Répartition des effectifs de marins français et étrangers par secteur d'activité, registre d'immatriculation, nationalité, nature du contrat et qualification. Cette opération fait l'objet, actuellement, d'un réexamen.

Dénombrement du personnel marinier

Informations annuelles diffusées par le SES, à partir de données de VNF, de la Caisse nationale de retraite de la batellerie et de l'URSSAF Batellerie.

Statistiques concernant la SNCF

Effectifs, matériel, énergie consommée, accidents, trafic commercial (fret et passagers)...

Enquête sur la durée du travail des conducteurs routiers des entreprises de transport routier par exploitation des disques de chronotachygraphe

(enquête d'intérêt général, non obligatoire)

Opération de collecte et traitement statistique de disques de chronotachygraphe pilotée par le SES, avec exploitation des disques de chronotachygraphes de 750 conducteurs par trimestre.

Jusqu'en 2003, cette opération sera réalisée en parallèle avec l'enquête conjoncturelle permanente sur la durée du travail et les rémunérations des chauffeurs routiers (enquête d'intérêt général, non obligatoire), menée auprès de 3000 conducteurs routiers des entreprises du transport routier de marchandises, pilotée par le SES, la collecte sur le terrain étant faite par un bureau d'études privé.

L'ensemble du dispositif a été réexaminé en 2002 et il a été décidé d'abandonner l'enquête conjoncturelle permanente au bord des routes courant 2003, le suivi conjoncturel de la durée du travail des conducteurs se faisant ensuite avec l'enquête « disques ». Cependant une collecte d'informations, mais uniquement annuelle, auprès des conducteurs routiers devrait être maintenue, pour assurer la pérennité de la production de données sur les rémunérations et permettre, en ce qui concerne la durée du travail, de compléter l'information « disques » par une information « conducteurs ».

Enquête annuelle sur la durée du travail et les rémunérations des conducteurs routiers

Complémentaire de l'enquête sur la durée du travail des conducteurs routiers par exploitation des disques de chronotachygraphe, dans le dispositif reconfiguré (cf. ci-dessus).

Dépouillement statistique des résultats d'examen d'attestation d'aptitude à l'exercice des professions de transport

Dépouillement réalisé par la direction des transports terrestres (DTT-R1) : nombre de candidats présentés et reçus.

Tableau de bord de l'emploi et de la formation du groupe AFT-IFTIM

Enquête sur l'emploi et la formation dans la branche transport (au sens de la convention collective) réalisée annuellement auprès de 2000 établissements (y compris de transport routier de voyageurs).

Transports publics urbains de province

Exploitation annuelle, réalisée par le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) en liaison avec les CETE, des cahiers d'information remplis par les autorités organisatrices et les exploitants : structure des réseaux, parcs, effectifs, trafics, tarifs, résultats financiers. Opération menée en partenariat avec l'Union des transports publics (UTP) et le Groupement des autorités responsables de transport (GART).

Statistiques annuelles concernant la RATP

Effectifs, matériel, réseaux (autobus et réseau ferré), voyageurs, voyageurs-kilomètres, véhicules-kilomètres.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports, du tourisme et de la mer
Direction du tourisme

- Élaboration du Compte du Tourisme

L'évaluation de l'emploi généré par l'économie touristique et l'étude de ses caractéristiques seront un des chantiers importants des années à venir. Comme dans le domaine du transport des passagers et de l'estimation des dépenses touristiques, le développement des outils de la statistique publique pour améliorer la connaissance de l'emploi devra faire l'objet d'une collaboration interministérielle étroite, à la fois dans l'harmonisation des méthodologies et dans la mise en commun des informations. Ainsi que le proposait le rapport de Monsieur LEPORS dans le cadre de l'amélioration de la situation sociale et professionnelle des travailleurs saisonniers du tourisme, le CNIS pourrait participer au processus de concertation et de coordination auquel seraient associés les partenaires sociaux.

Dès à présent, la DT a inscrit à son plan de travail 2003 l'étude de l'emploi dans le tourisme. D'une part, une étude sera commandée à une équipe universitaire, d'autre part la DT prévoit d'utiliser les sources DADS en exploitant les données individuelles. Ces travaux viendront en complément de ceux réalisés par les directions régionales de l'INSEE s'appuyant sur une méthodologie commune.

Récapitulation des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Estimations départementales d'emploi	INSEE- Section Synthèse et conjonc- ture de l'emploi	En cours	Poursuite de la série
		Achèvement début 2002 pour publication au premier semestre 2002	Rétropolation sur la décennie à l'aide du RP 99 au lieu de travail
		En cours d'investigation sur estimations infradépartementales et estimations hors secteurs concurrents	Transition à opérer avec les données ESTEL ; confrontation des concepts (appariement DADS-RP).
		Démarrage automne 2001 (recrutement du CPS)	Relance du projet ESTEL
Indicateurs conjoncturels sur l'emploi	INSEE- Section Synthèse et Conjonc- ture de l'Emploi	En cours : publication en NES 36 des estimations trimestrielles d'emploi salarié depuis juin 2000	Poursuite des séries d'emploi et de chômage; enrichissement des méthodes
		En cours	Articulation avec les nouvelles sources (enquête Emploi, URSSAF, ESTEL...)
			Nouveaux indicateurs
		En cours	Durée du travail, flux de main d'œuvre
		Achevé : 1 ^{ère} publication en octobre 1999	Emploi : indicateur mensuel d'évolution de l'emploi dans les établissements de 50 salariés et plus (industrie et champ complet).

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Exploitation des DADS	INSEE Division EFA	En cours	Noyau dur. Données d'emploi et de salaire à différents niveaux géographiques en mars n+2. Données provisoires de salaire à l'automne n+1.
Refonte de l'exploitation des DADS	INSEE Division EFA	En cours	Noyau dur. Refonte de l'exploitation actuelle. Démarrage en septembre 98. Aboutissement prévu en 2004.
EPURE (exploitation des bordereaux de cotisations URSSAF)	INSEE Division EFA	En cours	Noyau dur. Activité permanente. Travaux d'analyse sur la qualité des résultats.
Projet d'exploitation des comptes employeurs et travailleurs indépendants gérés par les URSSAF	INSEE Division EFA		Activité nouvelle. Expérimentation positive par le pôle de compétence d'Auvergne. Plusieurs réunions de travail INSEE-ACOSS. Démarrage conditionné à la livraison des fichiers correspondants par l'ACOSS.
Système d'information sur les agents des services publics : - traitement de fichiers de paie de la CP - enquête complémentaire biennale et DADS	INSEE Division EFA	En cours	Noyau dur. Opération permanente. Une mission d'audit est prévue afin de réfléchir sur le schéma d'organisation du traitement des données.
Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux	INSEE Division EFA	En cours.	Noyau dur. Pôle de compétence à Rennes depuis septembre 1999. Enquête renouvelée depuis début 2002.
Projet d'exploitation des fichiers de la Mutuelle sociale agricole et de ceux de l'IRCEM (personnels de maison).	INSEE Division EFA	En cours.	Activités nouvelles. Besoin d'un meilleur suivi de l'emploi couvert par la MSA, d'une part, et de celui des personnels de maison, d'autre part. Nécessitent la collaboration des organismes considérés. Missions d'expertise. Résultats attendus début 2002.
Exploitation des déclarations des mouvements mensuels de main d'œuvre (DMMO) des établissements de plus de 50 salariés.	DARES/ INSEE Division EFA	En cours.	Noyau dur. Données mensuelles sur l'évolution de l'emploi et sur les entrées et sorties.
Enquête structure des emplois : comparaison de la dernière enquête au 31.12.98 avec les DADS 1999	DARES/ INSEE Division EFA	Doit s'achever mi 2003.	Analyses préparant l'exploitation des DADS par PCS à partir des validités 1999 ou 2000.
Enquête Emploi annuelle	INSEE - Division Emploi	Terminée	Réalisée en 2002 pour la dernière fois. Remplacée ensuite par l'enquête en continu

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Dispositif léger	INSEE - Division Emploi	Terminé	Dispositif expérimental d'enquête en continu, réalisé de la mi-1998 à la mi-2001, permettant le test et la résolution des problèmes méthodologiques et organisationnels.
Enquête Emploi en continu	INSEE - Division Emploi	En cours	Réalisée à partir du 01-07-2001 (questionnaire définitif et échantillon définitif).
Enquêtes Emploi dans les DOM	INSEE - Division Emploi	En cours	Enquêtes annuelles refondues depuis 2001.
Enquêtes complémentaires à l'enquête Emploi	INSEE - Division Emploi	Suspendues	Enquêtes à accrocher à l'enquête Emploi sur la base d'un thème annuel. En 2001, durée et aménagement du temps de travail. Reprise en 2004.
Modules ad hoc européens	INSEE - Division Emploi	En cours	A accrocher à l'enquête Emploi. Un module par an; thèmes définis en concertation avec EUROSTAT. Le module 2002 est sur le handicap au travail. En 2003, il portera sur la formation continue.
Enquête formation, qualification professionnelle	INSEE - Division Emploi	En cours	Aura lieu au second trimestre 2003. Le dossier d'expression des besoins a été examiné par le comité des investissements début 2002.
Rénovation de la PCS	INSEE - Division Emploi	Terminée	Achevée début 2002, pour une mise en oeuvre dans l'enquête Emploi en continu, dans le RP (2ème codification) et, ultérieurement, la nouvelle version des DADS.
Enquête méthodologique Information et Vie Quotidienne	INSEE - Division Emploi	En cours	Enquête méthodologique portant sur les compétences littératie et numératie. Aura lieu en novembre 2002.
Bilans formation-emploi	INSEE - Division Emploi	En cours	Rénovation à opérer pour tenir compte des nouvelles sources disponibles à terme, dont l'enquête Emploi en continu.
Mise en place d'indices européens trimestriels sur l'évolution du coût du travail	INSEE - Division Salaires et revenus d'activité	En cours	Mise en place début 1999. - Améliorations progressives en application du règlement européen.

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Rénovation des enquêtes européennes quadriennales Coût et structure des salaires	INSEE - Division Salaires et revenus d'activité	Achevée Etude préalable réalisée	Collecte de la 1 ^{ère} enquête en 2001 sur les coûts de l'année 2000. Articulation sur les DADS et coordination des enquêtes coût et structure. Enquête en 2003 sur la structure des salaires en 2002.
Amélioration de la connaissance du revenu des non-salariés	INSEE - Division Salaires et revenus d'activité	Fait Fait En cours Fait Fait	- Construction de données longitudinales sur les BIC/BNC - Amélioration de la connaissance des dispersions - Mobilisation si possible des comptes ETI URSSAF - Intégration des informations issues de l'ERF dans le volume <i>Synthèses</i> sur l'évolution du revenu des non-salariés - Utilisation des DADS pour l'analyse des revenus des dirigeants salariés.
Amélioration du suivi annuel et conjoncturel du salaire moyen et des données longitudinales sur les carrières salariales	INSEE Divisions EFA et Salaires et revenus d'activité	Fait Fait Etude préalable en cours Fait En cours	- Remplacement de l'actualisation annuelle par une exploitation avancée des DADS. - Mobilisation des données URSSAF recueillies par le système EPURE. - Intégration régulière dans le volume de la collection <i>Synthèses</i> : • d'un suivi des salaires des agents des collectivités territoriales • d'un suivi des salaires des temps partiels - Amélioration du panel de salariés intégrant les passages par le chômage
Fin de la collecte du Panel européen, exploitation longitudinale et internationale de ce dernier, mise en place d'un nouveau panel sur les revenus	INSEE - Division Revenus, patrimoine des ménages	En cours	Le projet SILC lancé par Eurostat prendra la relève à partir de 2004. La partie française de ce projet comprendra bien un panel de revenus. Toutefois, du point de vue d'Eurostat, la dimension longitudinale n'est pas essentielle, Eurostat cherchant surtout à recueillir des données transversales sur un grand nombre de thèmes

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquête annuelle Revenus fiscaux et publication régulière des résultats	INSEE - Division Revenus, patrimoine des ménages	En cours	Les résultats ont été publiés pour l'année 1996 et 1997, les évolutions 1996-1999 seront publiés en 2002, on entrera en 2003 dans un régime de publication régulière de résultats.
Mise en place d'une opération exploitant les données fiscales au niveau local		En cours	Cette opération relève désormais du Département de l'Action régionale et de la Direction régionale de Bretagne.
Exploitation de l'enquête Patrimoine 1997, préparation d'une future enquête pour 2002, réalisation d'enquêtes légères sur le patrimoine et les successions.	INSEE - Division Revenus, patrimoine des ménages	En cours	Une enquête Détermination d'actifs a eu lieu en mai 2000 (partie variable de PCV) . La prochaine enquête Patrimoine est prévue pour fin 2003. L'enquête sur les successions (« mutations à titre gratuit ») est suspendue faute de moyens.
Enquête suivi des titulaires de contrat à durée déterminée	DARES		Démarrage de la phase terrain retardée à 2000
Suivi d'une cohorte de demandeurs d'emploi passés en «activité réduite» et inscrit en en cat. 6 à l'ANPE	DARES	Achevé	Prolongé par une interrogation de demandeurs de catégorie 2, 3, 7 ou 8 en 2000
Suivi des parcours de personnes passant par différents systèmes de protection sociale	DARES	En cours	En liaison avec l'UNÉDIC, la DREES ou la CNAF. Cf. panel de la DREES
Enquête sur les comportements d'utilisation des mesures et leurs effets sur l'emploi	DARES	En cours	Enquêtes auprès des employeurs du secteur marchand et non marchand. Prévu de façon régulière.
Panels de bénéficiaire des mesures	DARES	En cours	Idem. Nouvelle génération à partir de 2000.
Enquête spécifique ACEMO sur les institutions représentatives du personnel	DARES	Fait	En 1999 (dernière enquête 1991)
Enquête REPONSE sur les relations professionnelles	DARES	Fait	En 1998 - 99
Enquête SUMER sur les risques professionnels	DARES	En cours	En 2001 (dernière enquête 1994)
Enquête sur le changement organisationnel	CEE		Enquête couplée salariés et entreprises, en coopération avec le ministère de l'industrie et d'autres services statistiques - 2002-2003.
Enquête sur le devenir des intérimaires	DARES	En cours	Démarrage de la phase terrain au 2 ^e semestre 2000
Enquête sur la gestion de la main d'œuvre	DARES	En cours	Monographie d'établissements en 2000

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquête spécifique ACEMO sur les effets de la revalorisation du SMIC, RTT et garantie mensuelle de rémunération	DARES Dpt SCS	Fait	En 2002
Enquête spécifique ACEMO sur les difficultés de recrutement	DARES Dpt MQ	Fait	En 2001
DMMO et EMMO	DARES INSEE		Refonte DMMO en cours, doit être achevée courant 2000
Déclaration d'emploi des travailleurs handicapés - Volets handicapés	DARES	En cours	Exploitation du volet D.2
Statistiques sur la main d'œuvre intérimaire	DARES UNEDIC	Permanent	Exploitation par la DARES des fichiers UNEDIC de mission d'intérim
Statistiques mensuelles du marché du travail	DARES ANPE	Permanent	
Statistiques mensuelles du chômage indemnisé	DARES UNEDIC	Permanent	
Statistiques sur les bénéficiaires de dispositif d'accompagnement des restructurations.	DARES UNEDIC	Permanent	
Indemnisation du chômage partiel	DARES	Permanent	
Suivi des mesures de formation, des emplois aidés et de l'allègement du coût du travail	DARES	Permanent	
Enquête sur les attitudes des Français à l'égard du chômage	DARES	Permanent	
Enquête ACEMO <ul style="list-style-type: none"> • trimestrielle • complémentaire • annuelle • annuelle sur l'individualisation des salaires • annuelle sur les petits établis. 	DARES Dpt SCS		Enquêtes permanentes sur les établissements des secteurs marchands non agricoles.
Suivi mensuel des passage à 35 heures	DARES	Permanent	
Analyse trimestrielle des accords de RTT	DARES	Permanent	
Enquête annuelle PIPA	DARES Dpt SCS	Permanent	Enquête permanente
Exploitation annuelle des accords collectifs d'entreprises	DARES Dpt SCS	Permanent	Enquête permanente
Exploitation annuelle des « DADS avancées » et ACEMO pour statistiques de gains	DARES Dpt SCS	Permanent	
Exploitations des données administratives sur les comités d'entreprises et délégations uniques	DARES Dpt CTRP	En cours	

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquête complémentaire à l'enquête Emploi/Formation professionnelle	DARES CEREQ	Terminé	Collaboration CEREQ, INSEE, Ministère de l'éducation nationale, DGEFP
CVTS2, enquête européenne sur la formation professionnelle	CEREQ DARES	Terminé	Enquête auprès des employeurs Comparaisons européennes
Formations en alternance, insertion des jeunes et liaison formation-emploi :	SDES		
Développement de l'information sur la formation continue	SDES		
Modernisation de l'enquête sur la formation continue dans les universités	SDES	Achévé	Collecte électronique
Suivi des emplois jeunes en tant qu'instrument d'insertion	SDES		
Renforcement des études de cadrage et recherche d'indicateurs pertinents sur la relation formation emploi : indic. d'insertion, estimation des sorties sans qualification par académie	SDES		
Rénovation de l'enquête « Insertion des apprentis » et alignement du calendrier sur l'enquête « Insertion dans la vie active des élèves »	SDES	Achévé	
Application paye - pensions	DGCP / 3E		
Pensions personnelles de retraite civile	DGCP / 3E		Permanent
Prestations familiales	DGCP / 3E		Permanent
Rémunérations agents publics	DGCP / 3E		Permanent
Effectifs et masse salariale de la fonction publique de l'Etat	DGCP / 3E		États annuels et mensuels - Permanent
Nombre d'agents en CPA	DGCP / 3E		Permanent
Utilisation des systèmes de gestion informatisée de personnel	DGAFF		
Analyse de la mobilité (utilisation échantillon INSEE)	DGAFF	Achévé en 2000	Une exploitation statistique du panel a été réalisée. Les travaux ne seront pas poursuivis
Enquête sur la formation professionnelle	DGAFF	En cours	
Enquête annuelle sur les concours de la fonction publique de l'Etat	DGAFF	Permanent	

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquête sur les bénéficiaires de la loi sur l'obligation d'emploi des handicapés	DGAFP	En cours	
Enquête sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	DGAFP	En cours	
Enquête sur les emplois de direction et d'inspection générale	DGAFP	En cours	
Enquête sur les positions statutaires	DGAFP	En cours	
Enquête sur la mobilité des agents	DGAFP	Abandonné	
Enquête sur le temps de travail	DGAFP	Abandonné	
Exploitation de fichiers administratifs	DGAFP	Permanent	
Exploitation de fichiers administratifs	DGAFP	Permanent	
Cheminement longue durée génération 92	CEREQ - DEVA	Enquête de suivi 10 ans après la sortie du système éducatif	A expérimenter en 2002
Suivi du panel d'élèves DEP	CEREQ - DEVA	Non prévu	
Insertion génération 98	CEREQ - DEVA	Prévu à partir de 2001	La génération 98 remplace la génération 97 initialement prévue, et l'interrogation se fait en trois temps : 2001, 2003 et 2005.
Insertion génération 2001	CEREQ - DEVA	Prévu à partir de 2002	Même enquête que pour la Génération 98 mais avec une seule interrogation en 2004 et avec un échantillon plus léger.
Insertion des diplômés du supérieur	CEREQ - DEVA		Intégré au système d'enquête Génération
Insertion des entrants en apprentissage 1994	CEREQ - DEVA	Achevée	
Panel jeunes	CEREQ - DEVA	94 achevé en 2000	Suivi de la politique jeunes intégré aux enquêtes Génération